



YouTube



Dimanche

25 juin 2023

20 pages

No 577

Gratuit

À l'hôpital Moka

## Le décès d'une HCA jette la consternation parmi le personnel

● Exploitée et surmenée sur son lieu de travail, elle a finalement été victime d'un accident cérébrovasculaire qui lui a coûté la vie le 21 juin



Air Mauritius

Raj Ramlugun :  
« Aucune visibilité sur l'achat des nouveaux Airbus »

Takesh Luckho :  
« Une hausse des coûts d'importation à prévoir »

- Cela en raison de l'écart croissant entre la roupie et le dollar et l'euro »

SST/ Akil Bissessur

Rama Valayden de nouveau dans le collimateur de la police



Risques financiers



Eric Ng Ping Cheun :  
« La BoM ne peut pas superviser des banques qui investissent dans des entreprises où elle a elle-même des intérêts »

Faisant l'objet de messages menaçants

L'épouse de Murvin Beetun consigne une déposition à la police

Sa maison incendiée



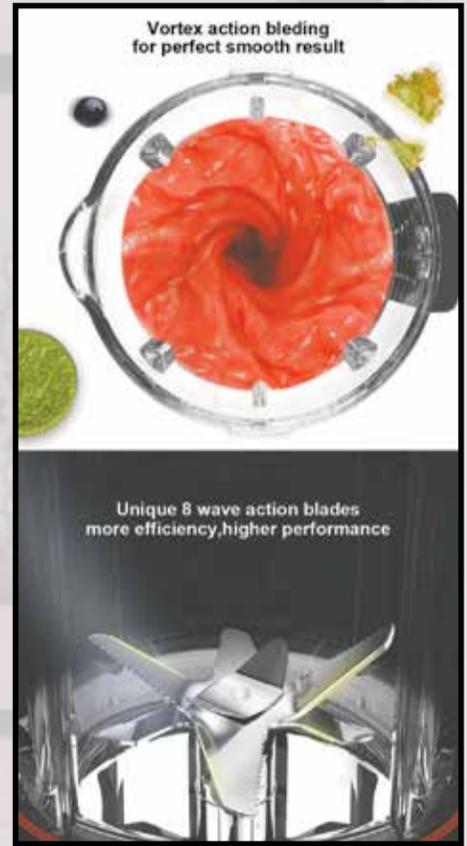
Preety Kalo vit un cauchemar

Téléchargez

votre copie gratuite tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>





- ☛ Unique hot & cold functions
- ☛ Heats up to 100°
- ☛ Heavy duty motor 38000 RPM
- ☛ Overheat protection system
- ☛ High quality 5 layer borosilicate jar can withstand up to 300° temperature

**Nutritious and delicious easy operation**



**Represented by**  
**MULTI HOUSEWARE Co. Ltd**  
 1<sup>st</sup> Floor - Madeleine House  
 54, SSR street, Port-Louis.  
 Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488

## À l'hôpital Moka

**Le décès d'une HCA jette la consternation parmi le personnel**

- Exploitée et surmenée sur son lieu de travail, elle a finalement été victime d'un accident cérébrovasculaire qui lui a coûté la vie le 21 juin

C'est la consternation à l'hôpital 'Subramania Bharati Eye Hospital' à Moka. À l'origine : le décès d'une 'Health Care Assistant' (HCA) qui a été victime d'un accident cérébrovasculaire le 13 juin dernier. Admise depuis cette date à l'unité des soins intensifs, la quadragénaire a fini par rendre l'âme le 21 juin. Parmi le personnel de l'hôpital, on n'hésite pas à pointer du doigt la pression et le surmenage dont elle a fait l'objet sur son lieu de travail. Malgré ses nombreuses doléances auprès de la direction, ses conditions de travail n'ont pas été révisées, dit-on.

Tout a commencé lorsque le système d'opération de l'hôpital de Moka a été revu afin d'offrir un meilleur service aux patients. Le hic cependant, c'est que le nouveau mode opératoire accentue la pression sur les employés. Alors que leurs responsabilités ont considérablement



augmenté, le nombre de personnel est resté le même. Ce qui fait que les employés, à tous les niveaux allant des spécialistes jusqu'au personnel soignant et aide-soignant, sont surmenés face à une pression constante. C'est d'ailleurs le cas de cette HCA qui en a fait les frais, en y laissant sa vie. Le résultat, déplore-t-on, de la mauvaise gestion de la direction de l'hôpital de Moka.

« Au lieu d'avoir à gérer la trentaine

d'admission quotidienne comme c'était le cas auparavant, la HCA s'est retrouvée, suivant la mise en place du nouveau système, avec un volume de travail nettement plus conséquent, puisqu'elle devait parallèlement s'occuper des dossiers d'au moins une cinquantaine d'autres patients devant se faire inscrire sur la liste d'opération », nous explique une source à l'hôpital. Elle aurait, à maintes reprises, réclamé auprès de l'administration de l'hôpital que ses

conditions de travail soient revues, mais en vain.

Le personnel de l'hôpital de Moka est anéanti par ce décès. Outre d'avoir perdu un de leurs collègues, les employés craignent également d'être les prochaines victimes du surmenage dont ils font l'objet. D'ailleurs, ils disent ne pas comprendre l'absence de tact et de sensibilité de ce cadre qui les a réunis pour observer une minute de deuil en hommage à leur collègue décédé.

« Li fine osé dire ki l'état sa madame ti si grave ki line bizin fer la prière pou ki Bondieu prend li plito », s'indigne une source, avant d'ironiser : « Surement zot pe atan arrive nou osi sa même situation la ». Le personnel de l'hôpital de Moka lance ainsi un appel pour que leur situation soit prise en considération par le ministère de la Santé. Quant à la HCA décédée, on apprend de certaines sources que ses proches envisageraient de saisir la justice afin d'obtenir réparation.

## Air Mauritius

**Raj Ramlugun : « Aucune visibilité sur l'achat des nouveaux Airbus »**

L'acquisition de trois Airbus A350 suscite de nombreuses questions, d'autant que la compagnie avait auparavant été placée sous administration volontaire et a dû vendre ses avions pour rembourser ses dettes. Cette commande a été passée lors du salon du Bourget, en France. Cela implique-t-il que tout aille bien maintenant pour Air Mauritius ? Raj Ramlugun, porte-parole de l'Association des petits actionnaires d'Air Mauritius, déplore l'absence de transparence concernant les actions du gouvernement. « C'est une bonne chose que nous ayons procédé à l'achat des avions. Toutefois, il ne faut pas oublier qu'il y a deux ans de cela, le gouvernement avait bradé des avions pour 'dipain dibere'. Aujourd'hui, nous faisons des achats valant des milliards de roupies. Comment peut-on prendre une telle décision sans aucune visibilité ? Ces questions restent sans réponse. Auparavant, lors de l'achat d'avions par le gouvernement, il y avait des intermédiaires et des experts impliqués », dit-il.

**Qui paiera pour les Airbus A350 ?**

Qui règlera la note pour l'achat de ces Airbus A350 ? Cette question reste en suspens, selon Raj Ramlugun qui soulève des doutes quant à la rentabilité de la compagnie, et à sa capacité à financer cet achat. Il affirme qu'il n'y a aucune visibilité, et donc aucune garantie, sur le bilan de l'AHL Holdings depuis 2021. Est-ce que cela a été réalisé en réduisant le personnel et les coûts d'Air Mauritius, ce qui a conduit à cette rentabilité ? En résumé, il y a un grave problème de transparence lié au statut d'Air Mauritius en tant que compagnie privée.

Raj Ramlugun martèle que c'est inacceptable d'acheter des avions sans connaître les coûts associés. Il se réfère à une situation similaire en 2014, et explique que les contrats ne peuvent pas être conclus au hasard. « Ces achats de plusieurs milliards de roupies pèsent sur l'État et finissent souvent par être supportés par le public mauricien, la MIC, etc. Cela suscite un cynisme au

sein de la population, surtout lorsqu'il y a des échéances électorales. Cette décision est inadmissible et je demande au gouvernement ou au Comité des comptes d'expliquer ce qui se passe. De plus, le président d'Air Mauritius a le devoir de préciser l'origine de cet argent, comment l'étude de faisabilité et le business plan ont été réalisés pour justifier cet achat d'Airbus. Avons-nous comparé ces avions à d'autres avant de procéder à l'achat ? », s'interroge-t-il.

Selon lui, c'est une décision irréfléchie, d'autant plus que nous avons déjà rémunéré les administrateurs. « Aussi, à quoi bon prendre cette décision si nous achetons maintenant des avions ? », ajoute-t-il. En ce qui concerne les destinations, notre interlocuteur évoque le manque de visibilité quant aux intentions du gouvernement. Il s'interroge également sur le 'business plan' associé à cet achat. Tous ces aspects doivent être revus, selon Raj Ramlugun, d'autant qu'Air Mauritius reste une compagnie d'État.

## Faisant l'objet de messages menaçants

**L'épouse de Murvin Beetun consigne une déposition à la police**

L'épouse du journaliste Murvin Beetun, a consigné une déposition à la police de Floréal, hier. Elle était accompagnée de son homme de loi, Me Kishal Lobine. Cela fait suite à des messages menaçants qu'elle dit avoir reçu sur Messenger. « To missié pe fatigue nou. Nou pou viole toi. Nou pou filmé toi et fer clip pornographique lor toi. Nou pou plante la drogue kot toi »... C'est en substance les menaces reçues par Neevedita Beetun. Craignant pour sa sécurité, elle demande à la police d'ouvrir une enquête.

Ces menaces et intimidations interviennent dans le sillage des incidents survenus pendant et après l'émission « Radar Lepep » sur Top FM le 14 juin dernier et où participait l'ASP Ashik Jagai. Se confiant sur sa page Facebook dimanche dernier et ensuite sur les ondes de Radio Plus vendredi, Murvin Beetun a expliqué avoir été menacé par des hommes de la SST et d'autres individus dans les locaux de la station de radio.

Ces incidents sont survenus alors que l'émission avait été interrompue, suivant des divergences avec les avocats Samad Goolamally et Ashley Hurrhangee, également présents comme conseillers pro-bono de l'ASP Jagai sur le plateau. Murvin Beetun a expliqué qu'il a fallu l'intervention du directeur de Top FM, Kris Caunhye, pour calmer les choses. Le journaliste a d'ailleurs logé une 'Precautionary Measure' au CCID à cet effet. Sérieusement affecté par ce qu'il a vécu, Murvin Beetun a été contraint de prendre un congé de maladie, n'étant pas en état de pouvoir travailler.

## EDITO



Par Zahirah RADHA  
Rédactrice-en-chef

## Lettres à la poste

SST. Planting. Facteur. C'est tout ce qu'on entend depuis quelques jours. Sur les ondes des radios privées. Dans les rues. Dans les bureaux de poste. C'est tout ce qu'on voit aussi. Sur les réseaux sociaux. Dans les journaux. Dans les caricatures. Certains s'amusent et en font des memes. D'autres, plus appréhensifs, s'alarment pour leur sécurité. Et se demandent ce qu'il adviendra des frères Bissessur et de la compagne d'Akil, Doomila Moheeputh, dont les cas interpellent. La peur s'installe. Les langues se taisent. La dictature se répand. Entretemps, Lakwizinn du gouvernement continue d'étendre ses tentacules, sans que le peuple admirable ne s'en rende compte. Car son attention est focalisée ailleurs. Objectif atteint du gouvernement, la SST lui servant de distraction dont il a tant besoin pour faire passer certaines lois sous silence.

C'est ainsi que la nouvelle loi sur la « Central Medical Procurement Authority » est passée sous silence, sans que la population ne réalise la mainmise qu'aura dorénavant le gouvernement, à travers des nominés politiques, sur l'achat des médicaments et des équipements médicaux. Autant dire bonjour à la deuxième saison des scandales Molnupiravir, Pack & Blister et Hyperpharm, entre autres. Et qu'on ne s'étonne surtout pas qu'encore d'autres quincailleries et bijouteries obtiennent davantage de contrats lucratifs pendant que le pouvoir d'achat des Mauriciens s'effrite, lui, davantage. « The Emergency Procurement Authority will produce the bumper crop », a d'ailleurs prévenu, avec justesse, le Dr Arvin Boolell lors de son discours au Parlement, mardi. Les proches du régime peuvent donc se frotter les mains, malgré l'asphyxie des Mauriciens devant la cherté de la vie.

Pendant que le peuple s'émeut concernant le sort des facteurs, la nomination prochaine d'un 11ème PPS par le Premier ministre passera comme une lettre à la poste. Et ce, tandis que des enseignants manquent, à mi-terme, toujours à l'appel dans divers établissements scolaires du pays. Pravind Jugnauth croit qu'il peut reléguer l'éducation de nos enfants à l'arrière-plan aussi longtemps qu'il leur fait croire qu'il tient à eux, en leur brandissant la carotte de Rs 20 000 qu'ils sont appelés à percevoir à l'âge de 18 ans. Comme si cela suffisait pour sécuriser leur avenir. Par contre, en nommant un PPS additionnel, le Premier ministre s'assure d'une stratégie qui pourrait lui être politiquement payante. Puisqu'elle lui permettra de redistribuer les cartes, surtout si elle est accompagnée d'un remaniement ministériel. Il jette des miettes pour abêtir la jeunesse mauricienne, quitte à la contraindre à quitter le pays, mais il s'octroie les moyens pour garantir ses arrières politiques et pouvoiristes. Et tout cela se passe dans l'indifférence la plus totale au sein de la population.

Après avoir anéanti les courses au Champ-de-Mars, le Premier ministre caresse maintenant l'idée de créer une mini-forêt à la place du bâtiment Emmanuel Anquetil. Pourquoi ? Parce qu'il vise à transférer la capitale de Port-Louis à Côte d'Or, dans sa circonscription au no. 8, où il compte développer une ville administrative. Là-même où un « World Trade Centre » de 50 étages est pressenti de voir le jour, sans qu'aucune étude de faisabilité n'ait été faite. Ce qui nous rappelle tristement le projet de Heritage City, qui avait englouti quelques centaines de millions de roupies avant d'être enterré définitivement, après une vaine tentative de ressuscitation. Mais tant que le peuple ne prend pas de recul, il ne pourra prendre la pleine mesure de tout ce qui se trame dans ce pays. D'où l'importance de garder les yeux et les oreilles bien ouverts pour qu'il sache exactement à quoi il lui faut s'attendre.

SST/ Akil Bissessur

## Rama Valayden de nouveau dans le collimateur de la police



L'avocat d'Akil Bissessur, Me. Rama Valayden, risque d'être inquiété par la police très prochainement. Mercredi dernier, l'ASP Ashik Jagai, patron de la 'Special Striking Team' (SST) a porté plainte contre lui au CCID pour « Conspiracy to pervert the course of justice ». La veille, soit dans la soirée de mardi, l'homme de loi s'était rendu à l'appartement d'Akil Bissessur au Dreamton Park, où il s'était entretenu avec la mère de Doomila Moheeputh et l'a interrogée en direct sur un live Facebook. Ce que l'ASP Jagai ne semble pas avoir apprécié.

Le patron de la SST reproche ainsi à Rama Valayden d'avoir interféré avec un témoin de l'affaire, c'est-à-dire la mère de Doomila Moheeputh. Celle-ci sera également entendue dans le cadre de cette enquête. Sa convocation est jugée imminente aux Casernes centrales. Mais à ce stade, on ne sait pas qui enquêtera sur cette affaire. Cette mission sera-t-elle confiée à la SST ou au CCID ? Une décision n'a pas encore été prise jusqu'ici par les hauts gradés des Casernes centrales, dont le Commissaire de police, Anil Kumar Dip, qui, dans un affidavit dans le sillage de l'affaire Vimen Sabapati récemment, a plaidé être le seul responsable de l'effectif et du fonctionnement opérationnel de la police.

Entretemps cependant, Rama Valayden n'est pas autorisé à assister son client dans cette affaire. Il en a été informé par les enquêteurs, vendredi. L'affaire sera ainsi abordée en cour de Mahébourg devant la magistrate qui aura son mot à dire sur ce sujet.

En attendant, Akil Bissessur, son frère Avinash, et sa compagne Doomila Moheeputh, arrêtés après une livraison contrôlée par un facteur présumé de la SST, seront traduits devant la cour de district de Mahébourg où se déroulera la motion de leur remise en liberté conditionnelle. Les trois sont en détention policière depuis mardi dernier. Mais jusqu'ici, le flou persiste toujours sur cette affaire, d'autant qu'Akil Bissessur avait refusé de réceptionner le colis destiné à son frère Avinash mais qui portait son adresse. Le colis contenait, selon la police, 1 022 comprimés d'Ecstasy. Selon nos informations, la version des trois

• Une nouvelle accusation de « Conspiracy to pervert the course of justice » logée contre lui par l'ASP Jagai



protagonistes n'a, jusqu'ici, pas encore été enregistrée par la SST qui mène cette enquête.

### 'Planting' de portable

C'est sur un Live Facebook qu'Akil Bissessur a dévoilé cette affaire. Dans la vidéo, Akil Bissessur se présente et on y voit un facteur qui est à moto. Un homme qui n'était visiblement pas à l'aise et qui donnait des réponses typiques d'un policier alors qu'il est interrogé par Akil Bissessur. Il informe l'homme de loi qu'un colis lui a été adressé. Mais Akil Bissessur est catégorique. « Mo pas pou prend nanien, jamais mo pas finne commande nanien depi l'Allemagne moi, mo pas pou prend », peut-on entendre dans la vidéo. Ensuite, deux hommes portant des masques se présentent jusqu'à lui et l'informent de son arrestation.

Akil Bissessur, et sa compagne Doomila Moheeputh ont ainsi été invités à se rendre dans leur appartement pour une perquisition et c'est là que débute toute l'affaire. Après presque 45 minutes de fouille, les policiers ont mis la main sur un téléphone portable. Ce que conteste Akil Bissessur lui-même, qui a fait une déclaration en cour devant la magistrate Dinya Mooloo. « Ce téléphone portable a été planté, cela ne m'appartient pas. Les policiers avaient déjà fouillé ce tiroir en ma présence et ils n'y avaient rien trouvé. Ce n'est que lorsque j'ai tourné le dos qu'ils ont mis la main sur ce fameux portable », a-t-il affirmé.

Rama Valayden dit d'ailleurs être en mesure de prouver la véracité de ce qu'avance son client par rapport au 'planting' de ce téléphone portable, étant en mesure de produire une vidéo qui en atteste. C'est du moins ce qu'il a dit en conférence de presse, vendredi. Pour l'instant, une accusation provisoire de « Conspiracy to import dangerous drug » a été logée contre les frères Bissessur et Doomila Moheeputh. La police a objecté à leur remise en liberté conditionnelle alors que leurs hommes de loi respectifs ont présenté plusieurs motions, dont une concernant la radiation des accusations provisoires.

## UP



### Noemi Alphonse

Elle ne participera pas aux prochains Jeux des Iles de l'Océan Indien, malgré les espoirs nourris pour qu'elle nous ramène d'autres médailles. La para-athlète a expliqué sa décision sur sa page Facebook durant la semaine. Mais elle a annoncé, en même temps, sa prochaine participation à la 'Diamond League' de Zurich qui est prévue en août. « Non mo pa pe laisse mo pays tombé, au contraire mo pe alle représente li dans ene lot compétition », a-t-elle argué. On ne peut que respecter sa décision, sachant qu'elle a toujours donné le meilleur d'elle-même pour faire flotter le quadricolore mauricien.

## Qui s'en soucie ?



Cela se passe à la Rue Victoria à Trou D'eau Douce. Un grand nid de poule pose problème aux usagers. Il serait opportun de prendre des mesures immédiates pour prévenir tout accident. Avis aux autorités...

## C'EST ÉCRIT

« Nous nous vautrons dans une démocratie en décomposition. Notre devise devient Dilor-fey-sonz. Tu peux jaser tant que tu veux. Personne ne prête attention à tes propos [...] Le 4<sup>e</sup> numéro budgétaire de Padayachy a considérablement amélioré le feel-good-factor, mais des seuls privilégiés du régime. Ils ne sont forcément pas majoritaires, car le feel-good-factor doit favoriser une minorité de happy-few. Ce feel-good-factor est exclusivement réservé aux members only d'une nouvelle oligarchie ».



Interview d'Yvan Martial  
Défi Plus  
24 juin 2023

## Dans les coulisses...

### Sera-t-elle remplacée ?

Elle aime donner des leçons à des professionnels d'un métier qu'elle n'a jamais pratiqué. Sans doute pour plaire à son « jeune leader » qu'elle qualifiait autrefois de « Pinokio ». Mais Subhashnee Lutchmun-Roy risque de voir de toutes les couleurs à l'approche des prochaines élections générales, car elle pourrait se faire remplacer par au moins de deux autres aspirants candidats qui labourent déjà le terrain au no. 4. Il s'agit d'une certaine Mme. Gopaul ainsi que de Tirat Moosun, ex-Lord-maire.

### Troubles psychologiques

Ce jeune député inconnu jusqu'à ce qu'il pose une question parlementaire indélicate sur le leader d'un parti politique n'arriverait plus à reprendre ses esprits, parait-il. Les railleries et la condamnation unanime dont il a fait l'objet l'ont pratiquement rendu K.O. Dans son entourage, on prétend même qu'il serait psychologiquement déstabilisé après cet épisode, ce qui lui aurait même valu des traitements...

### La carotte brandie par le PM

Face à la carotte brandie par le Premier ministre concernant un nouveau poste de PPS, les backbenchers du gouvernement s'évertuent, chacun à sa façon, de se positionner afin d'obtenir les faveurs de leur chef. La compétition entre 'chatwas' a ainsi été accentuée, les uns se considérant plus méritants que les autres. Même ceux qui se plaignaient en privé se seraient subitement rentrés dans les rangs, dans l'espoir d'être nommés. Qui remportera la course ? Nous le saurons bientôt.

## A ÉTÉ DIT



« Nou pa vine la avec dix partisans pou fer tamtam. Nou vini serein pou répone. Nou donne déclaration. Seki bane la demandé nou répone et nou laisse les institutions fer zot travay ».

Yogida Sawmynaden  
Aux Casernes centrales  
23 juin 2023

## DOWN



### Climat de peur dans le pays

Ce climat de peur qui règne depuis un certain temps, alimenté par les agissements d'une section de la police, dans le pays a un but précis : faire taire les critiques et rendre muette la population alors que le gouvernement continue de réduire nos institutions en d'instruments politiques, et de dépouiller la population à travers certaines mesures, dont la loi qu'il compte bientôt introduire concernant l'achat des médicaments et d'équipements médicaux. Il incombe maintenant au peuple de décider s'il veut être réduit à un troupeau de moutons ou s'il élèvera sa voix pour faire pression sur le gouvernement...



Nous sommes votre porte-parole  
24h sur 24.

Faites nous parvenir vos infos, photos, vidéos ou doléances. Elles seront traitées en toute confidentialité et seront publiées dans le journal ou sur notre site web.

Whatsapp Info

5 255 3635



SUNDAY TIMES

## Risques financiers

## Eric Ng Ping Cheun : « La BoM ne peut pas superviser des banques qui investissent dans des entreprises où elle a elle-même des intérêts »

Le FMI a fortement recommandé à la Banque de Maurice (BoM) de se désengager de l'actionnariat de la 'Mauritius Investment Corporation' (MIC), car cela peut entraîner de graves répercussions. Or, le Gouverneur de la BoM, Harvesh Seegolam, persiste et signe. « *The MIC as it is known in short has been provided with an amount of USD 2 billion out of our reserves to build up the domestic portfolio for generation of wealth for future generations. I must say that the decision has contributed to improve the profitability of the Bank by generating satisfactory returns* », a-t-il justifié le 22 juin dernier.

Selon l'économiste Eric Ng Ping Cheun, il n'est pas du ressort d'une banque centrale d'investir dans une entreprise en raison des conflits d'intérêts potentiels. « *Le rôle de la Banque de Maurice est de superviser les banques qui investissent dans des entreprises. Cependant, la Banque de Maurice ne peut pas superviser des banques qui*

*investissent dans des entreprises où elle-même a des intérêts. Étant donné que la MIC appartient à 100% à la Banque de Maurice, il existe une forme de laxisme et d'interférence entre la banque centrale, les banques commerciales et les grandes entreprises, ce qui est malsain. C'est pourquoi la Banque de Maurice doit se retirer de la MIC* ».

De plus, selon l'économiste, la Banque de Maurice prend des risques en étant actionnaire de la MIC. « *En intégrant la MIC dans son bilan, elle expose sa propre feuille de balance à des risques, notamment le risque de crédit. Par exemple, si les entreprises dans lesquelles la MIC investit subissent des pertes, ces pertes se répercuteront sur le bilan de la Banque de Maurice, diluant ainsi son capital. En conséquence, le niveau de capital de la Banque de Maurice a considérablement diminué, et le FMI recommande que le gouvernement recapitalise la banque afin de couvrir les risques de crédit. De plus, il existe également un risque lié aux taux*

*d'intérêt. En cas d'augmentation des taux d'intérêt, la valeur des obligations détenues par la Banque de Maurice à travers la MIC diminuera. C'est pourquoi la FMI demande le retrait de la MIC du bilan de la Banque de Maurice* », ajoute-t-il.

La question se pose de savoir pourquoi la Banque de Maurice est réticente à retirer la MIC de son bilan. Selon Eric Ng Ping Cheun, elle doit trouver de nouveaux acheteurs pour se désengager. « *Ni le gouvernement ni les institutions paraétatiques ne disposent actuellement des fonds nécessaires. Par conséquent, faute de trouver un acheteur pour le moment et étant donné que la MIC a pris trop de risques, la Banque de Maurice se voit contrainte de maintenir la MIC dans son Balance Sheet. Cela pourrait être l'une*



*des raisons. De plus, si le gouvernement souhaite conserver le contrôle sur la MIC, il peut la maintenir en tant qu'entité publique au lieu de la gérer à travers la BoM, en la confiant à d'autres entités telles que la SIC* », conclut l'économiste.

## Politique monétaire

## Takesh Luckho : « Une augmentation des coûts d'importation en raison de l'écart croissant entre la roupie, le dollar et l'euro »

Bien que le gouvernement cherche à créer artificiellement un « *feel good factor* » après un budget présenté en douceur, les Mauriciens, en particulier ceux de la classe moyenne et les plus démunis, ressentent de plus en plus les effets néfastes de la politique monétaire du gouvernement Jugnauth.

Les allocations de la 'Mauritius Revenue Authority' (MRA) ne suffisent pas à aider de nombreuses familles à joindre les deux bouts chaque fin de mois, malgré des mesures qui semblent être de simples annonces sans réelle efficacité. L'économiste Takesh Luckho mentionne une stratégie « *wait & see* » de la part du gouvernement et de la Banque de Maurice. Bien que le « *Monetary Policy Committee* » (MPC) ait décidé de ne pas augmenter le taux directeur, qui reste à 4,50 %, la Banque de Maurice a adopté un nouveau cadre de politique monétaire depuis janvier 2023, comprenant une cible d'inflation flexible.

Selon Takesh Luckho, « *MPC inn zwe enn kart politik kan li pann augmente taux l'intérêt. Tou observateurs ti pe attan ki li augment Repo Rate aköz à l'internationale, beaucoup pays pe fer li. USA inn augment so taux l'intérêt 2 fois dans sa 2 dernier trimestre la... Nou servi l'intérêt pou control l'inflation. Mo pensé la Banque de Maurice pou bizin pli aktif lor marché, li bizin konn zwé ek fluctuation de bann dévices pour garde la roupie stable* », explique-t-il.

Il estime que la stratégie adoptée par le gouvernement a un impact direct sur les consommateurs, en particulier sur

les commerçants et les entreprises. L'économiste prévoit une augmentation des coûts d'importation en raison de l'écart croissant entre la roupie, le dollar et l'euro. Il anticipe donc un taux d'inflation compris entre 7 et 9 %. Selon lui, « *lors de la prochaine réunion du MPC, la Banque de Maurice n'aura d'autre choix que de réviser à la hausse le taux d'intérêt* », ce qui aura un impact sur les entreprises et les ménages ayant contracté des prêts. Il suggère que l'augmentation du taux d'intérêt ne soit pas trop élevée.

« *Maurice importe 75 % de ses produits d'Asie en dollars américains, ce qui rendra les importations plus coûteuses. De plus, 30 % de nos produits proviennent d'Europe et avec la hausse de l'euro... Au final, nous pourrions nous retrouver avec un taux d'inflation entre 7 et 9 %, ce qui est très élevé pour un pays comme Maurice* », ajoute l'économiste.

Takesh Luckho aborde également les décisions macroéconomiques qui ont des répercussions microéconomiques sur les entreprises et les ménages. « *Nous n'avons pas d'autre choix, car nous ne pouvons pas permettre à notre roupie de baisser davantage. Nous pouvons seulement jouer sur l'ampleur de l'augmentation : 0,5 %, 0,7 % ou 1 %* ».

Il estime que les organismes internationaux tels que Moody's et le FMI seront réticents à intervenir en cas d'erreur du gouvernement. Ces organismes n'interviendront que si le pays en fait la demande. « *Nous sommes sortis de la liste noire. Les agences internationales ne seront pas indulgentes cette fois-ci. Moody's*



*a déjà abaissé la note de Maurice pour avoir utilisé ces fonds pour financer directement ou indirectement le gouvernement. Il y a eu une sorte de transfert d'argent de la Banque centrale au gouvernement, du moins à une entité gouvernementale* », précise l'économiste.

### Les consommateurs en détresse !

Malgré un budget qui semblait prometteur, les Mauriciens commencent à prendre conscience du fait que le ministre des Finances a bluffé. Les mesures « *sociales* » annoncées avec enthousiasme ont désormais un goût amer pour la population. Certaines initiatives visant à maintenir le pouvoir d'achat des ménages mauriciens ont été mises en place, telles que l'introduction, à partir du 1er juillet 2023, d'un « *Revenu Minimum Garanti* » pour s'assurer qu'aucun individu travaillant à temps plein ne gagne moins de 15 000 roupies. De plus, une provision de 4,7 milliards de roupies a été allouée pour maintenir les prix du gaz, de la farine et du riz. Le prix du gaz ménager a été réduit de 74,10 à 69 roupies par litre. L'allocation de revenu CSG de 1 000 roupies

sera versée à tous ceux qui gagnent jusqu'à 50 000 roupies par mois, et ceux qui gagnent jusqu'à 25 000 roupies par mois verront cette allocation augmenter à 2 000 roupies au cours de l'exercice financier à venir.

Malgré ces mesures annoncées dans le budget 2023-2024, les gens ont du mal à survivre. C'est le cas de Rajiv, un marchand de légumes à Port-Louis. « *Tou zafer inn vinn cher, mo ena loan, si mo madam pa travay, difisil pu vivre, mo ena 2 tifi ki al lekol... ena mois bizin al dir professeur pena cash pu paie lecon, zot konpran lera... nou pa sorti pu al promner, nu pa ena le moyen. Situation bien difisil* », lance ce père famille. L'habitant de Vacoas évoque aussi la crainte de voir le taux d'intérêt augmenter. « *Sa pu augment mo loan, pas pu kav paye* » martèle-t-il.

Sylvio, un maçon habitant à Grande Rivière, estime qu'un seul revenu dans un ménage ne suffit plus à subvenir aux besoins quotidiens. L'homme de 45 ans dit qu'il peut compter sur sa femme, Francesca, couturière, pour arrondir les fins du mois. « *Travay maçon ena fois par plusieurs zours pena travay, kan ena lapli, sentier fermer ek zot pa gayn zot journée, mo pren bann ti commande, mo coude linz bann madame ek pu bann zanfán. Mo pren command dans l'endroit ek en deor oci... ena bann clients ki fidele, zot vinn donn mwa travay preske tous les mois. Lera zot rekomann mwa a bann lezot dimounn. Mo bizin soutenir mo mari, zis so travay tousel pas asse pou vivre... Nu gran garçon aussi fer bann ti travay, li aide so papa. Tou zafer inn monter, supermarché prix inn doublé !* », lance-t-il.

## Renvoi des municipales

# Cinq contestations logées en cour : La pression monte !

La décision du gouvernement de Pravind Jugnauth de recourir au Président de la République pour reporter une troisième fois les élections municipales, jusqu'en 2025, place Maurice parmi les pays qui avancent lentement mais sûrement vers une autocratie programmée. Certains citoyens et partis politiques d'opposition contestent cette décision purement politique et demandent à la Cour suprême d'obliger les dirigeants à revenir dessus pour diverses raisons. Cinq plaintes constitutionnelles contestent l'amendement du Local Government Act, remettant en question la décision du Premier ministre de reporter les élections municipales.

La dernière fois que les citoyens ont été appelés aux urnes remonte au 15 juin 2015. Alors que le mandat des conseillers municipaux aurait dû prendre fin en juin 2021, le gouvernement a décidé de le prolonger d'un an, avec la possibilité d'une prolongation supplémentaire d'un an supplémentaire en fonction de la situation de la Covid-19. Bien que des élections villageoises aient eu lieu le 20 novembre 2020, en pleine pandémie, ainsi que les élections pour l'Assemblée Régionale de Rodrigues le 27 février 2022, le président de la République, Prithviraj Roopun, a annoncé en avril 2022 le report des élections municipales d'un an. Selon la loi, celles-ci auraient dû se tenir au plus tard le 15 juin de cette année.

Outre le simple report, la raison avancée par le Premier ministre Pravind Jugnauth, à savoir un projet de réforme de l'administration des villes, a suscité l'indignation et un rejet massif tant sur le plan politique que médiatique. Bien que le report des élections municipales ne soit pas nouveau dans l'histoire démocratique du pays, celui-ci intervient dans un contexte de colère sourde de la population pour diverses raisons, notamment la perte significative du pouvoir d'achat, et l'érosion marquée des libertés individuelles.

## Rajen Valayden donne le coup d'envoi

Rajen Valayden est le premier à avoir pris l'initiative de contester la constitutionnalité de l'amendement du Local Government Act, et le premier à contester en justice le report des élections municipales jusqu'en mai 2025. Il a déposé une plainte en Cour suprême. Il est soutenu par son équipe d'avocats composée de Me Sanjay Bhuckory, Senior Counsel, et Me Feroza Maurdarbocus-Moolna, Senior Attorney.

Ils ont demandé à la Cour de déclarer les amendements apportés pour le report des élections municipales invalides et anticonstitutionnels. La plainte vise l'État, le Premier ministre et l'Attorney General en tant que co-défendeurs. Rajen Valayden remet



également en question le principe fondamental de la démocratie qu'est la séparation des pouvoirs, qu'il estime indiscutablement inscrit dans l'article 1 de la Constitution. Il affirme également que la période de report de deux ans n'est pas raisonnablement justifiable dans une société démocratique.

L'affaire a été entendue en Cour suprême le jeudi 22 juin, et a été renvoyée au 29 juin prochain.

## Ashley Ramdass : « Lelep pu sanctionn zot dan eleksyon »

L'avocat Ashley Ramdass, membre du Parti Travailleiste (PT), a contesté le report des élections municipales à Quatre-Bornes, et a également demandé à la Cour suprême d'invalidier les amendements permettant ce report. Il a fait appel aux services des avocats Mes Gavin Glover, SC, et Antoine Domingue, SC. Il devra attendre jusqu'au 29 juin pour connaître la décision de la Cour concernant sa demande.

Me Ramdass est d'avis que, selon les articles 17 et 83 de la Constitution, la Cour suprême devrait déclarer ces amendements comme étant « nuls et nonavenus ». « *Zot inn pass enn la loi ki anticonstitutionnelle. La cour suprême pu bizin deklar sa 'null & void'. Biro Attorney General ena so propre agenda ek linn mal advice le Premier ministre. Population pu sanction sa gouvernement la dans 'sphere politik'* » lance l'avocat.

Le membre du PTr salue également l'initiative de l'opposition parlementaire, ainsi que de l'opposition extra-parlementaire. Il estime qu'il est important que tout le monde avance dans la même direction pour accroître la pression afin que l'affaire soit entendue le plus rapidement possible.

## Linion Pep Morisien passe à l'action

Le parti LPM, à travers deux de ses membres, Rama Valayden et Jean Claude Barbier, demande aux juges de déclarer anticonstitutionnel l'amendement du 26 mai à la Local Government Act, qui reporte les élections municipales pour une durée d'au moins deux ans. Ils demandent également à la cour de prononcer

la dissolution des conseils municipaux. L'affaire a été entendue le 22 juin.

Les demandeurs exigent également que les conseillers, dont le mandat a été prolongé par cet amendement, remboursent les salaires perçus au-delà du 15 juin 2023. Une plainte sera déposée en Cour suprême contre la municipalité de Port Louis, le Premier ministre, le ministre des Collectivités locales et l'Attorney General.

## Nando Bodha dans la valse

Nando Boodha, le leader du Rassemblement mauricien (RM), ainsi que deux autres membres du parti, Vir Abhi Manuyu Trilochun et Maynanda Rajaratnam, ont déposé une plainte en révision judiciaire devant la Cour suprême le vendredi 16 juin.

Le leader du RM et ses deux collègues demandent l'autorisation de la cour pour contester le report des élections municipales pendant deux ans, à partir du 13 juin 2023. S'ils obtiennent l'autorisation, les trois demandeurs réclament un calendrier procédural afin que l'affaire soit entendue par la cour dans un délai de trois mois, compte tenu de l'urgence de la situation. Ils demandent également qu'un « mandatory order » soit délivré au Premier ministre, lui ordonnant de conseiller au Président de la République d'émettre un « writ » pour la tenue des élections municipales dans un délai de 60 jours, conformément à l'article 11 de la Local Government Act.

## Veda Baloomoody : « Zot inn per l'alliance PTr-MMM-PMSD »

La cinquième plainte a été déposée au greffe de la Cour suprême, cette fois par le Mouvement Militant Mauricien (MMM), qui rejoint le mouvement de contestation contre le report des élections municipales. Mardi, deux anciens conseillers de ce parti ont déposé plainte pour contester la décision du Premier ministre Pravind Jugnauth de reporter les élections municipales pour une période de deux ans à partir du 13 juin 2023.

Selon Veda Baloomoody, il est évident que le gouvernement craint d'affronter les citoyens. « *Zot kone zot pu vinn gayn enn bate bef... si dans cinq municipalités li perdi, li pa pu ena face... MMM finn toujours lutter pour la démocratie, nou pu al Privy Council si bizin. Nous pas d'accord ki l'état pe susbtituer bann électeurs de la ville. Kan MMM vinn dan gouvernement, nou pu make sure ki nou pe met élection municipale aussi dans la constitution pour ki pena okenn abus kuma pe ena aster la ek sa gouvernement ki pe amenn enn pays dans enn autocratie* », affirme-t-il.

## Questions parlementaires

## La CHCL et Air Mauritius au centre d'intérêt de l'opposition

Les députés rouges Osman Mahomed et Eshan Juman interrogeront le Premier ministre sur la démission de l'ancien directeur de la Cargo Handling Corporation Ltd (CHCL). Ils souhaitent connaître la date à laquelle il a quitté ses fonctions, son salaire et les avantages qu'il a obtenus lors de sa démission ainsi que les raisons qui l'ont poussé à la démission. Toujours concernant la CHCL, le député du PTr, Fabrice David, s'intéresse à l'appel d'offres lancé en septembre 2021 pour la fourniture, les tests et la mise en service des «reach stackers». Le chef du gouvernement devra lui indiquer le nom du soumissionnaire sélectionné, la valeur du contrat et la date de mise en service.

Pravind Jugnauth devra répondre à une question du député du MMM, Adil Ameer Meea, concernant Agaléga. Le député souhaite savoir quand la jetée et la piste seront opérationnelles, mais aussi si une visite des membres de l'Assemblée nationale pour la circonscription no. 3 sera organisée. Rajesh Bhagwan, concernant le naufrage du remorqueur Sir Gaétan, demandera au Premier ministre des informations sur l'allégation de négligence d'homicide involontaire contre le capitaine et souhaite savoir où en est l'enquête.

Le député travailliste Ritesh Ramphul s'intéresse aux exercices de promotion dans la force policière tandis que le Dr Farhad Aumeer veut, lui, savoir le nombre

de cas rapportés contre des policiers à l'«Independent Police Complaint Commission» (IPCC), leurs retombées et les sanctions prises jusqu'ici. Concernant les cas de menaces alléguées contre un journaliste d'une radio privée le 15 mars dernier, le chef du Parti travailliste, Arvin Boolell, demande au PM Pravind Jugnauth si une enquête a été ouverte et quels sont les résultats obtenus.

Le député mauve, Reza Uteem, s'intéresse au rapport de l'«Electoral Boundaries Commission» (EBC). Il interrogera le PM sur la possibilité de présenter une motion à l'Assemblée nationale, pour son approbation ou son rejet des recommandations qu'il contient. Ranjit Woochit s'intéresse au recrutement des agents pénitentiaires, tandis que Patrick Assirvaden reviendra à la charge avec une question sur l'affaire Molnupiravir.

Le député de la circonscription no 16, Nando Bodha, posera une question sur la compagnie Air Mauritius. Il souhaite obtenir des informations sur le montant obtenu de la vente des anciens avions, les coûts engagés pour l'achat des nouveaux avions, ainsi que la source de financement de cette acquisition.

STC et politique monétaire aussi à l'agenda

Le député du PMSD, Patrice Armance, posera une question au ministre du



Commerce, Soodesh Callichurn, concernant la fourniture des produits pétroliers par la STC. Il souhaite obtenir des informations sur le nom de la société, le nom du soumissionnaire, le nombre de personnes qu'elle comporte et la valeur du contrat. Le député Arvin Boolell, adressera sa question au ministre des Finances, Renganaden Padayachy. Il lui demandera s'il envisage de revoir la politique monétaire compte tenu de la tendance à la baisse des prix des produits pétroliers, de l'augmentation du taux d'inflation et de la dépréciation de la roupie par rapport aux importations. Le député du MMM, Reza Uteem souhaite connaître le nombre de personnes enregistrées en tant que travailleurs indépendants bénéficiant du Social Contribution and Social Benefits Act. Le ministre de l'Agro-Industrie, Maneesh Gobin, devra répondre à la question du député du PMSD, Kushal Lobine, sur le «National Wholesale Market» et sa date

de mise en service.

Le vice-Premier ministre, Anwar Husnoo, sera interrogé par le député Ranjit Woochit concernant les conseils locaux. Ce dernier souhaite connaître le montant alloué aux services sociaux, aux infrastructures publiques, aux départements de la santé et aux services financiers. En ce qui concerne la prolongation de la pension d'invalidité à Rs 11 000, comme annoncé dans le budget 2023/2024, le député du MMM,

Franco Quirin, demandera au ministre des Finances de préciser la date d'entrée en vigueur de cette mesure, ainsi que le budget alloué, les conditions et le nombre de personnes concernées.

La PPS Subhasnee Lutchmun-Roy posera sa question au ministre de la Technologie, Deepak Balgobin, sur les cas de jeux de hasard illégaux sur TikTok. Elle souhaite connaître le nombre de cas signalés et si son ministère a pris contact avec l'opérateur en question pour une meilleure régulation de la plateforme en ligne. Le député Eshan Juman s'intéressera au pèlerinage de Hajj et interrogera le ministre des Arts et de la Culture, Avinash Teeluck, pour obtenir des informations sur le nombre de pèlerins qui se sont rendus en Arabie saoudite cette année, ainsi que la liste des numéros d'enregistrement attribués par ICC aux pèlerins.

## Les planteurs expriment leur insatisfaction face aux mesures budgétaires

Le secteur agricole demeure l'un des piliers de notre économie. En analysant les trois derniers budgets présentés par le même gouvernement, on peut constater que les mesures sont identiques. Ce qui est quand même ironique, puisque rien de nouveau n'a été présenté, alors que l'objectif du gouvernement est de promouvoir la production locale, et de garantir la sécurité alimentaire.

Suite à l'annonce des mesures budgétaires le 2 juin dernier, de nombreux cultivateurs se disent insatisfaits. Une équipe du Sunday Times a rencontré des planteurs de la région Est, qui expliquent qu'à chaque fois, le gouvernement propose des mesures qui suscitent l'espoir, mais qui finissent par mener au désespoir. Un avis partagé par les planteurs de la région Sud.

## Farad Jugon : « Nous n'avons plus de terres pour cultiver »

Farad Jugon, planteur et porte-parole des planteurs, souligne que les mesures budgétaires du gouvernement ne sont pas mauvaises, mais qu'elles ne servent à rien si les planteurs n'ont pas de terres pour

cultiver. « Nous in gagne beaucoup mesure ki finn annoncer mais terrain nous pena pour planter », déclare-t-il. Il indique c'est un problème majeur auquel les planteurs sont confrontés, et précise qu'ils obtenaient auparavant des terrains en location, mais que les propriétaires ont arrêté de les mettre à disposition en raison de l'augmentation du prix du sucre. Omnicane par exemple, une entreprise sucrière, ne fournit plus de terres aux planteurs, ce qui a entraîné une période de six mois d'inactivité pour eux. De plus, la vente de légumes, comme les tomates, est problématique dans la région Sud. Les planteurs sont prêts à cultiver, mais il n'y a pas de terres disponibles. Farad Jugon demande par conséquent au gouvernement de prendre en considération et de résoudre ce problème qui les affecte.

## Shemida Ramdewar-Emrith : « Donner une véritable importance au secteur agricole »

Shemida Ramdewar Emrith, directrice de KR Agritrade et présidente de la «Végétales and Fruits Auctioneers

Association», estime que les mesures annoncées dans le budget sont une répétition de celles des années précédentes. A titre d'exemple, le «sheltered farming» était une mesure du budget 2021/2022, et seule sa limite a été augmentée. Elle souligne que le problème majeur du pays réside dans la pénurie de main-d'œuvre et la dégradation de la qualité des terres, et estime qu'il aurait fallu aborder cela en priorité, et qu'aucune mention n'a été faite dans ce budget concernant les mesures prises par le gouvernement pour y remédier. Elle souligne qu'il y a beaucoup d'améliorations nécessaires à apporter dans le secteur agricole.

La directrice de KR Agritrade déplore le fait que le gouvernement semble travailler, mais que peu de progrès concrets sont réalisés, et est d'avis qu'il faut élaborer un plan de production pour garantir une variété de légumes à un prix raisonnable.



Elle souligne également les problèmes de transparence dans l'octroi des subventions pour les fertilisants et les semences, et estime qu'il doit y avoir des critères clairs à respecter.

Shemida Ramdewar Emrith conclut en affirmant que le secteur agricole est crucial pour l'économie, et qu'il peut contribuer à réduire la pauvreté. « Quel que soit le gouvernement en place, il est essentiel de donner une réelle importance au secteur agricole, car la sécurité alimentaire en dépend directement. Aussi, j'appelle à prendre ce secteur au sérieux, et à lui redonner la place qu'il mérite. »

Sa maison incendiée

# Preety Kalo vit un cauchemar



La vie a basculé le lundi 12 juin 2023, lorsque sa maison en tôle a été ravagée par un incendie. Vous connaissez peut-être Tilomass Ganess, également appelée «Preety Kalo» sur les réseaux sociaux, où elle publie des vidéos amusantes sur TikTok. Aujourd'hui, elle se retrouve dans une situation préoccupante, sans abri ni refuge. Elle bénéficie actuellement de l'hospitalité de sa sœur à Triolet, avec ses deux enfants de 17 et 25 ans, mais cette solution ne peut être que temporaire. Aussi, Tilomass lance un appel à la générosité des Mauriciens afin de l'aider à reconstruire sa maison.

L'équipe du Sunday Times s'est rendue chez cette famille qui résidait à la Rue Royale, à Pointe-aux-Piments. Il ne reste plus rien de leur modeste demeure. Tout a été réduit en cendres. L'incendie s'est déclaré alors que Tilomass se reposait dans



sa chambre. « Ce jour-là, je ne me sentais pas bien, j'ai pris mes médicaments et je me suis endormie. C'est mon fils qui a remarqué le feu. Malheureusement, il était trop tard, l'incendie s'était déjà propagé en raison de la structure en tôle de la maison », nous raconte-t-elle. Ils ont dû partir précipitamment et se réfugier chez un voisin.

Les pompiers sont arrivés et ont réussi à circonscrire l'incendie, mais il ne restait plus rien. Tous les meubles, le réfrigérateur, le four, les vêtements, ainsi que les appareils électroménagers, les fils électriques, les ustensiles, les lits, la bouteille de gaz et même la salle de bain nouvellement construite en béton ont été détruits par les flammes. « Je venais d'acheter de nouveaux vêtements pour le mariage de ma cousine », se désole Tilomass, en larmes. A ce jour, l'origine du feu reste inconnue.

Tilomass, âgée de 48 ans, n'a jamais connu le véritable bonheur, et a toujours vécu dans une maison en tôle. Toutefois, exerçant comme femme de ménage dans un hôtel à Balaclava, elle parvenait à subvenir à ses besoins et à ceux de ses enfants. Malgré les difficultés financières auxquelles elle faisait face, elle travaillait et était en mesure de rapporter de la nourriture à la maison. Malheureusement, elle se retrouve désormais dans une situation imprévue, sans savoir où aller.

« Nou pann kapav fer narnyé, difé ti tro gran, nounn bizin sorti kit tou andan », déclare-t-elle, anéantie par la situation. « Je n'ai jamais vu un incendie aussi dévastateur.

J'avais tout ce dont j'avais besoin dans ma petite maison. Ce qui est vraiment triste, c'est que j'ai travaillé dur pour acquérir ces biens. J'avais récemment acheté des appareils électroménagers, et tout a été perdu dans cet incendie ravageur. Je suis triste de n'avoir pas pu sauver ma maison », déplore-t-elle.

Aujourd'hui, elle lance un appel à la générosité des Mauriciens, que ce soit en termes de vêtements, d'argent, de matériaux de construction ou même de nourriture, afin de reconstruire sa maison et de subvenir aux besoins de la famille. « Je me trouve actuellement dans une situation difficile », confie-t-elle.

Si vous souhaitez venir en aide à Tilomass Ganess ou obtenir plus d'informations, vous pouvez la contacter à ce numéro : 59079650. Vous pouvez également effectuer des virements bancaires sur les comptes suivants : SBM-01636200014642 ou SBM-01610100126521. La quadragénaire et ses enfants espèrent recevoir de l'aide pour surmonter cette épreuve à laquelle ils font face en ce moment. Ainsi, ils auront la possibilité de louer une maison, jusqu'à ce qu'ils puissent reconstruire la leur.



## Des soins médicaux abordables pour tous

# L'Islamic Dawah Association offre des coupons pour des services à prix réduits

L'Islamic Dawah Association annonce que dorénavant, la population pourra bénéficier de certains services médicaux à des prix abordables. Cela a été rendu possible grâce à un partenariat qu'elle a conclu avec des prestataires de services dans le domaine de la santé. Le président, Imtiaz Jootun, précise que ces services à prix réduits seront accessibles à tous les patients qui ne disposent pas de moyens nécessaires pour se faire soigner, peu importe leur communauté.

Pour un PET Scan à la clinique Eagle, les patients bénéficieront d'une réduction de Rs 6 000. A la Shifa Clinic, une réduction

de 20% sera accordée sur les chambres, si nécessaire, pour des soins. Concernant les laboratoires Bio Santé et Promedica, une réduction de 25% sur tous les tests sera accordée. La clinique St-Jean, spécialisée dans le traitement des os, propose, elle, une réduction de 15% sur tous les traitements. Quant à l'Agarwal Eye Hospital, il offrira un test complet des yeux qui, au lieu de coûter Rs 1200, sera proposé à Rs 500 seulement. Des réductions seront également disponibles pour l'achat de lunettes.

Des médecins se joignent également à cette initiative en offrant leurs

services à des prix abordables. A titre d'exemple, le Dr Zeeshan Oozeerkhan, ophtalmologue, propose une réduction de 50% aux personnes ayant des problèmes oculaires. Le spécialiste des yeux, Dr Veereshappa Akki, offre également des réductions. Dans le domaine de l'orthopédie, le Dr Vishal Limbajee accordera une réduction de 50% sur les traitements.

La 'Global Rainbow Foundation' fournira gratuitement des prothèses aux personnes qui n'ont pas les moyens d'en acheter. Les opticiens Patel Optics et I2I Optical offriront leurs services pour les

lunettes et les tests oculaires. Le dentiste A. Fatadin donnera gratuitement des conseils dentaires aux personnes intéressées.

Tous ces services seront accessibles aux personnes de la région de l'océan Indien et des pays africains, ainsi qu'aux travailleurs bangladais. Cependant, il est impératif de passer par l'Islamic Dawah Association pour obtenir un coupon qui leur permettra d'avoir accès à ces services à prix réduits. Le président de l'association, Imtiaz Jootun, peut être joint sur les numéros suivants : 59237975 ou 58561276.

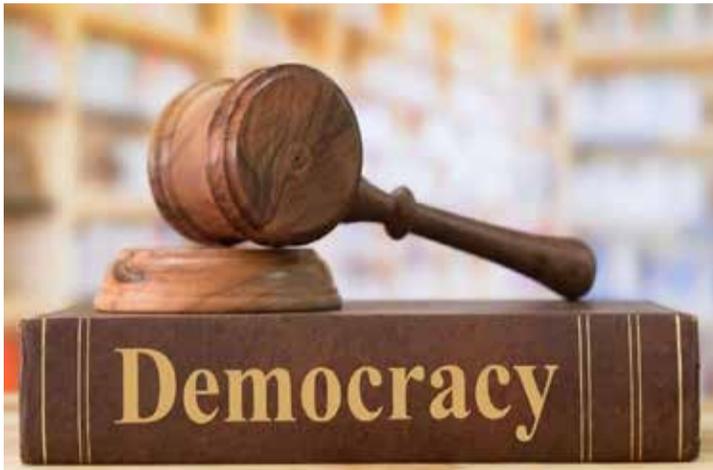
# Democracy Watch Mauritius

**41 since January 2023:  
41 deaths too many!**

Despite numerous measures and various sensitization campaigns launched by Government, fatal road accidents are still making headlines: the CARNAGE continues.

The increasing number of vehicles on our roads may be sign of economic prosperity, but alongside the number of accidents and deaths is on the rise. Our much-improved public transport system (metro + buses) provides the alternative to private cars, which are often driven with only one passenger per car! Tiny MAURITIUS with its 2,040 sq km of land CANNOT continue adding 18,000 new vehicles per year

There are many causes of road accidents. Speeding is by far the main reason, followed by driving while drunk or drugged. Other causes include poor road conditions, indiscipline among drivers, poorly maintained vehicles, insufficient or simply erased road signs, carelessness



and, at times, racing on public roads, which is nothing less than CRIMINAL. If everyone drove with care, within legal speed limits, with due care for other drivers, there should be ZERO deaths on public roads. Private and commercial drivers, two-wheel drivers, vehicle importers and garage mechanics, insurers, Police, lawmakers and ministers responsible, schools, the press, pedestrians, you and me, could ALL combine efforts to reach this result. How much suffering, let alone economic loss would be avoided.

## The dented image of the Police Force

The recent radio programmes on private radios have unleashed a flurry of serious criticisms of our Police Force. The latest action by some Opposition parties took the shape of street demonstration and press conferences in the centre of Port-Louis by the public on Saturday 17 June, demanding the disbandment of the Special Striking Team and the interdiction of its leader.

Should we be surprised of this state of affairs? We have written a number of articles,

drawing the attention of the Prime Minister and the Police Commissioner to the gravity of the situation and the urgent need to take remedial action in the public interest. Have our concerns and suggestions fallen on deaf ears?

In our bulletin of the 23 November 2022, Democracy Watch noted that *“the police force was the target of quite severe criticisms from different quarters and that some of the Police investigations were forcefully challenged in court”*. We also remarked that the police seemed to be on losing ground and its credibility at stake.

Conscious of the importance of an efficient Police Force in our democracy, we suggested in the same bulletin that *“the CP should take the bold initiative of addressing the population and reassure the public that he has a strategy to steer the police force to a reasonable level of credibility”*. We encouraged him to face the nation.

Did he listen to the voice of reason? Just a couple of police communiques. That was all.

Instead of facing the nation, the CP thought it right to authorise the SST leader to go on a private radio last week. Was that a sensible decision? The attempt of the SST leader to reply to the onslaught of criticisms seems to have failed. The public was far from convinced. In fact, there is now tremendous support for a complete overhaul of the Police Force. Unfortunately, the CP was already in hot waters. We regret he did not act on good suggestions offered to him.

How will the situation evolve if no action is taken by the Prime Minister who is the minister responsible for overseeing the police force and to whom the CP should seek guidance on important policy matters?

Democracy Watch would not wish to repeat its views on the credibility of all our institutions, particularly the Police. The ball is clearly in the court of the Prime Minister. He cannot continue to be passive. He needs to take the bull by the horns now. No dilly dallying!

# Apple's Vision Pro : First spatial computer

## A Groundbreaking Wearable with Limitless Potential

■ By Muhammad Umar

Apple recently unveiled its revolutionary new device, the Vision Pro, to widespread acclaim. This wearable computer stands out not only for its form factor, worn on the face, but also for its groundbreaking user interface and versatile capabilities. By projecting output directly into the user's eyes with high-resolution displays, the Vision Pro eliminates the need for physical screens. Instead of relying on traditional input methods like keyboards or touchscreens, users can control the device through eye tracking and gestures.

The breakthrough design of Vision Pro features an ultra-high-resolution display system that packs 23 million pixels across two displays, and custom Apple silicon in a unique dual-chip design to ensure every



experience feels like it's taking place in front of the user's eyes in real time.

Termed as a *“spatial computer”* by Apple, the Vision Pro takes advantage of the physical space around the user to display digital outputs. There are no limits to the perceived viewing area, enabling users to enjoy a cinema-sized movie while seated in a small space like an airplane seat. This innovative approach breaks down traditional constraints

and opens up new possibilities for immersive experiences.

While Apple initially highlighted conventional use cases, such as using the Vision Pro as a computer or iPad with a flexible and unconstrained display, its true potential lies in augmented reality (AR) and virtual reality (VR) applications. Though Apple did not heavily emphasize these aspects during this announcement, the Vision Pro has the technical capabilities

to display 3D objects in the user's current environment or transport them to entirely new virtual spaces.

The Vision Pro represents a significant leap forward for AR and VR, offering users enhanced decision-making capabilities and increased productivity. VR immerses users in new contexts, bringing relevant information directly to them. AR, on the other hand, distills and presents pertinent information within a given context. These technologies can excel in scenarios where acquiring information is expensive or dangerous, or where digital overlays can clarify complex environments.

Apple's strategic decision to announce the Vision Pro at its developer conference underscores the need for third-party innovation and

applications. Developers are encouraged to explore the device's potential, creating experiences that provide users with hard-to-access contextual information at the appropriate level of detail.

Just as previous Apple devices evolved beyond their initial use cases, the Vision Pro promises to follow suit. It represents an exciting step forward in wearable technology, with the potential to reshape how we interact with digital content and our surroundings. As the Vision Pro paves the way for new possibilities, developers and users alike eagerly anticipate the innovative experiences that will emerge on this groundbreaking platform. *“Today marks the beginning of a new era for computing,”* said Tim Cook, Apple's CEO.

# World Refugee Day: An Islamic Approach

The 20th June marks the World Refugee Day. This day prompts us that everyone has the right to seek safety - whoever they are, from any faith belief they are, wherever they come from, and whenever they are forced to flee, because the right to seek safety is universal.

Most unfortunately, recently, the world had witnessed the refugee hypocrisy during the Russian invasion of Ukraine and the shocking contrast between the brutality meted out to Syrian refugees who tried to enter Eastern Europe in 2015 and the acts of self-sacrifice toward the three million and counting Ukrainians who have poured into Poland and neighboring countries.

However, the history of Islam, even before the Prophet Muhammad's (saw) time is replete with examples of mass migration, requests for protection and the granting of refugee status. Indeed, many of the messengers and prophets were compelled to leave their homes and lands as a result of persecution. The Prophet Ibrahim (AS) was forced out of Mesopotamia and migrated to Palestine. The Prophet Yusuf (AS) was a victim of human trafficking when he was enslaved and taken from Palestine to Egypt. The Prophet Musa (AS) fled from Pharaoh's tyrannical rule in Egypt twice, firstly on his own to Midian and thereafter with his people when they miraculously crossed the Red Sea to escape that apartheid state. Later, the Prophet Jesus (AS) became a refugee as a baby when his mother Maryam (AS) attempted to protect him from Herod's infanticide by leaving Bethlehem for Egypt and thereafter to Nazareth as an internally displaced person.

After the intensification of the persecution of the early Muslims in Makkah, the companions of the Prophet Muhammed travelled to Abyssinia and sought asylum in the Christian kingdom of the Najashi (Ethiopia). Even after the Quraysh, with whom the Najashi enjoyed excellent political and trade relations, sought their extradition to Makkah on fabricated charges of creating social

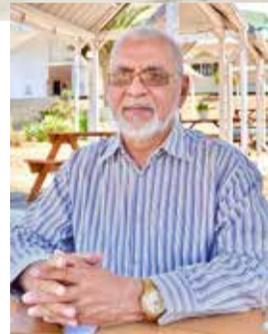
disharmony, the Najashi refused to surrender them to a people who would persecute them. The Prophet Muhammed himself fled an attempt on his life escaping to Madinah with his companions after the ruling tribes of that city agreed to grant them asylum.

The Islamic approach to migration and refugees entails varying responsibilities and duties on the asylum seeker, the protecting state and members of the general public. Islamic theology views the asylum process differently from the current practice which involves individuals having a right to claim asylum with no corresponding duty on state authorities to grant protection, albeit the latter are prohibited from expelling them or returning them to a place where they are at risk of being persecuted.

Islam seeks to empower asylum seekers and refugees by giving them moral agency in choosing to flee in order to protect their human dignity, their religious practices and future generations rather than remaining oppressed in their homes. Migrating (*hijra*) is perceived as an honourable deed in obedience to Allah's commandments to free oneself from oppression.

And there's the displeasure of Allah for those who chose to remain living under oppression, describing it as a sin against their souls. In essence, Allah is imposing a duty on the oppressed to be free from persecution, travelling to seek protection where resistance to tyranny has become futile.

In doing so, the framework within which we view the arrival of refugees on our borders, switches from one of charitable sympathy for a persecuted people to respectful admiration for those who have sacrificed their homes and



By Bashir Nuckchady

belongings to obey the divine commandment to emigrate in order to protect their dignity and their faith. This completely alters the dynamics of our relationship with refugees whereby they are now defined not by their persecution but by their liberation and the role they played in that.

The moral action of fleeing persecution however remains incomplete without the interlinked moral action of the receiving state granting protection. Viewed as such, the relationship gains a level of parity rather than one of charity. The general rule is that Islam encourages the granting of asylum or protection to the extent that it can be seen as a corresponding duty to the one who has fulfilled his duty of seeking protection. In Islamic law, granting sanctuary to refugees is grounded in the notion of 'protection' or 'safety' (*aman*).

Since the very essence of safety entails the sanctity and protection of the life and property of the refugee, it is prohibited to expel or return an asylum seeker to a land where there is a risk of their lives and freedom being threatened. This is similar to the modern-day principle of non-refoulement, which is widely understood to be the cornerstone of international refugee law.

Indeed, when dispatching his companions, including his daughter, to Abyssinia, the Prophet Muhammad praised the Najashi, a man who he had never met or spoken to, as a just ruler under whose rule they would be safe and able to practice their faith. We can take from this that providing a haven to those in need is linked to justice and something considered praiseworthy by Allah.

Indeed, this principle is so beloved to Allah that it even applies to disbelievers who are at war with the Muslims.

Even if an enemy of the state were to seek protection, he should be granted it temporarily and then transferred to a place where he feels safe; he cannot be refouled to where he feels at risk of harm, even if there is no actual risk of harm to him there.

In the Quran, Allah praises the 'asylum givers' (*Ansar*) in Madinah for their attitude towards the 'asylum seekers' (*Muhajirun*) who arrived in their city seeking to rebuild their broken lives. Specifically, Allah mentions three qualities which we should all strive to implement in our relationship with asylum seekers and refugees.

We should first (i) love those who migrate to our lands, (ii) respect, honour and dignity and (iii) wanting the best for them. Furthermore, we should not desire or feel envious of what migrants are given by the state or by members of the public, whether it be in the form of accommodation, jobs or other financial benefits.

World Refugee Day is a stark reminder that around the world, millions of refugees have no access to essentials such as housing, healthcare, education and livelihoods.

## Some lives are more equal than others

The titan has disappeared in the ocean depths and all five tourists have perished. This tragedy is occupying the headlines of news outlets since the first sign of the disappearance of the submersible. Rescue teams and ships costing millions of dollars have been working flat out to save the five "precious" lives and progress reports on the state of the situation are released to the world.

About the same time, a ship carrying fifty times more lives all desperately avoiding deaths and looking for a safe

home are drowned along the Greek coast. Observers are suspicious of some government authorities who refused to look in their directions or were even happy to see the ship sink to prevent unwanted coloured people of the wretched third world to set foot in their pristine land. This tragedy has obtained much less space and time and the mourning is private.

The first case is a world problem and the second one is a family problem of



the victims. Finally, the lives of 500 third world people will be discarded to foot lines.

Nobody will lose sleep, drop a tear or lose appetite. Business as usual is the mantra. So sentiments are roused by the very press who shout everyday of their constructive role for a just society. Isn't it time that the press get rid of its shackles and do justice instead of promoting discrimination?

How long will the press go on believing and sharing the old adage that some people are more equal than others?

■ Al-Qalam

## Kartik Aryan picks Kiara Advani's shoes, helps her wear heels at Satyaprem Ki Katha event



The garba number Sun Sajni from Satyaprem Ki Katha was launched in Mumbai at an event which had Kartik Aryan and Kiara Advani in traditional outfits.

Kartik Aryan and Kiara Advani are currently promoting their upcoming film Satyaprem Ki Katha. At the launch of the song Sun Sajni in Mumbai on Wednesday, Kartik wowed fans with his chivalry as he helped Kiara wear her heels on stage. Many were very impressed with Kartik's gesture and praised him on social media.

At the event, Kiara Advani had removed her heels to perform a dance step and was trying to wear them again. As one of the heel flung in a different direction, Kartik picked it up and kept in front of her for her to wear. He also held her hand as she wore the high heels on stage without looking at them.



## A big deal...': PM Modi to take two questions in presser with Joe Biden

US President Joe Biden and visiting Indian Prime Minister Narendra Modi will deliver remarks and take questions from journalists on Thursday during the Indian leader's state visit, an event a senior White House official called a "big deal"

It is unusual for Modi to take questions from the media, beyond occasional interviews. He has not addressed a single press conference in India since becoming prime minister about

nine years ago. In May 2019 he attended a press conference but never took questions.

White House national security spokesperson John Kirby said the White House understands the press conference is a "big deal."

"We are just grateful that Prime Minister Modi is participating in a press event at the end of the visit," Kirby said. "We think that's important and we're glad he thinks that's important too."

## Ibrahim Ali Khan, Palak Tiwari party with friends in Mumbai twin in black

Actor Shweta Tiwari's daughter Palak Tiwari, who made her acting debut with Salman Khan's Kisi Ka Bhai Kisi Ki Jaan, was spotted arriving at a party in Mumbai on Wednesday. Palak, who had recently addressed her link-up rumours with Saif Ali Khan's son Ibrahim Ali Khan, was also joined by him at the bash. Videos of the rumoured couple arriving at the party have surfaced online.

Palak Tiwari was spotted attending actor Karan Mehta's birthday bash in Mumbai. Ibrahim Ali Khan was also at the party. The two were pictured as they arrived separately for the party,

which also had Anurag Kashyap's daughter Aaliyah Kashyap and her fiance Shane Gregoire in attendance.

Palak wore a black dress for the bash and smiled wide as she posed for paparazzi before making her way inside the party venue. Ibrahim was in a black shirt and grey denims and waved to paparazzi as he entered the bash.

Reacting to their video shared on a paparazzo page on Instagram, a person said, "Cutest couple." Many others dropped fire emojis in the comments section.



## Vicky Kaushal and Sara Ali Khan's Zara Hatke Zara Bachke starts to pick up again

A day after registering a downfall in its daily box office collection, Laxman Utekar's romantic comedy Zara Hatke Zara Bachke picked up yet again on Wednesday. This course-correction can be attributed to the free fall of Om Raut's Prabhas-Kriti Sanon film Adipurush, which witnessed yet another drastic fall in its collection on Wednesday.

Zara Hatke Zara Bachke rounded off an impressive third weekend total at over 5 crore, despite the mammoth advance booking for Adipurush, the long-awaited release of the

week. Vicky Kaushal and Sara Ali Khan's film continued to hold its own even on Monday, with 1.08 crore, even as Adipurush failed to clear the 'Monday test' at the box office.

Latest Zara Hatke Zara Bachke figures

A day after its daily collection dropped below 1 crore, to 99 lakh, on Tuesday, Zara Hatke Zara Bachke picked up its pace on Wednesday yet again, raking in 1.08 crore, the same amount as its collection on Monday. In the process, it also crossed 70 crore in its total domestic run yet.



## You'll unconditionally love Katy Perry's latest hair transformation

The American Idol judge brought back one of her most iconic styles of the mid-aughts, revealing brand-new baby bangs in an Instagram video posted on June 20.

In the short clip, Katy's teeny-tiny bangs, which barely grazed the middle of her forehead, were swept to the side and complemented the rest of her loose, textured waves. She styled her look with a long-sleeve turtleneck that featured a watercolor pattern, a smoky eye and nude lips.

Moreover, the "Firework" singer showed off her throwback look for an equally nostalgic reason, as she celebrated her new collection of vinyl

to commemorate the anniversaries of her One of the Boys album (which turns 15 this month), the Prism album (turning 10 in October) and her chart-topping tune, «Teenage Dream» (turning 13 this year).

And while the 38-year-old's announcement was exciting, fans and friends couldn't help but focus on her hair transformation.

Chelsea Handler replied, «Nice haircut!» while celebrity esthetician Shani Darden wrote, «Love the bangs so much!!!!»

One Instagram user summed it up best, writing, "She brought back the One Of The Boys era hair.»

## Sarah Jessica Parker and Matthew Broderick's son James Wilkie has a red carpet glow up



Matthew Broderick was accompanied by his and Sarah Jessica Parker's son James Wilkie Broderick, 20, for the premiere of No Hard Feelings in New York City on June 20.

For the occasion, the father-son duo kept things formal in tuxedos, with the Ferris Bueller's Day Off alum donning a gray suit with a light pink formal shirt and salmon-colored tie. Meanwhile, James wore a stylish blue tuxedo with gold buttons, a white shirt and black tie.

Their night out comes five days after the pair attended the 2023 Father Of The Year Awards in NYC. At the event, Matthew reflected on his fatherhood journey, noting that there's no instruction manual attached when it comes to being a dad.

"It just happens, you know? You don't really know how to do it, and then suddenly you're a dad," the 61-year-old told Entertainment Tonight at the June 15 event. «But I'm very happy that that happened.»



## Kendall Jenner shares plans to raise future kids outside of Los Angeles

While speaking about the prospects of starting a family, the supermodel confirmed that she'll leave Los Angeles and the ever watchful eye of the paparazzi in order to raise her future kids outside of the spotlight.

"I'm excited for that time in my life," she remarked in a WSJ. Magazine article published June 21. «I just know it's not right now.»

The 27-year-old, currently linked to Bad Bunny, explained how growing up in front of cameras led to the decision. "I'm not built for this by any means," Kendall who was 11

when she made her TV debut on Keeping Up With the Kardashians continued of public attention. "I'm not good at it. I do it, and I've learned how to do it."

In fact, Kendall acknowledged that her sister Kim Kardashian is more suited for life in Hollywood, recalling how the SKIMS mogul once told her she «used to go to Kitson on Robertson just to get photographed." By comparison, Kendall noted, "It took me [almost] 20 years to be like, OK, I guess I'm getting used to it now and it's fine and I get it."

# Wagner accuse la Russie de le bombardier, le Kremlin ouvre une enquête pour mutinerie



Selon le chef du groupe paramilitaire, Evguéni Prigojine, « un très grand nombre de combattants » auraient été tués lors de frappes russes.

Le chef du groupe paramilitaire russe Wagner a accusé vendredi l'armée russe d'avoir mené des frappes meurtrières sur ses combattants à l'arrière du front ukrainien, appelant au soulèvement contre le commandement militaire, lui valant d'être aussitôt visé par une enquête pour appel « à la mutinerie armée ». « Les allégations diffusées au nom d'Evguéni Prigojine n'ont aucun fondement. En lien avec celles-ci, le FSB (services de sécurité russes) a ouvert une enquête pour appel à la mutinerie armée », a indiqué le Comité national antiterroriste de Russie, dans un communiqué cité par les agences de presse russes.

De son côté, le président russe Vladimir Poutine « est informé de tous les événements autour d'(Evguéni) Prigojine. Les mesures nécessaires sont en train d'être prises », a indiqué le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, cité par l'agence TASS. Au préalable, le patron de Wagner avait affirmé que des frappes russes avaient fait un « très grand nombre de victimes » dans les rangs de son groupe. « Ils ont mené des frappes, des frappes de missiles, sur nos camps à l'arrière. Un très grand nombre de nos combattants ont été tués », a précisé Evguéni Prigojine dans un message audio.

## « Une provocation »

Il a promis de « répondre » à ces attaques ordonnées, selon lui, par le ministre russe de la Défense, soulignant qu'il ne plaiderait pas pour un « coup d'Etat militaire » mais qu'il voulait une « marche pour la justice ». Ces accusations « sur de supposées 'frappes du ministère russe de la Défense sur des bases arrière du groupe paramilitaire Wagner' ne correspondent pas à la réalité et sont une provocation », a rétorqué le ministère russe de la Défense dans un communiqué.

Ce nouvel échange spectaculaire entre les deux entités au cœur de l'offensive de la Russie en Ukraine expose à nouveau les profondes tensions au sein des forces russes liées au conflit ukrainien. « Le comité des commandements du Groupe Wagner a décidé que ceux qui ont la responsabilité militaire du pays doivent être stoppés », a aussi dit le patron de Wagner dans un message audio, en appelant à ne pas opposer de « résistance » à ses troupes et en assurant que le ministre de Défense, Sergueï Choïgou, serait « stoppé ».

Il a enfoncé le clou en affirmant disposer de « 25 000 combattants et appelant les Russes à les « rejoindre ». « Nous sommes 25 000 et nous allons déterminer pourquoi le chaos règne dans le pays (...) Nos réserves stratégiques, ce sont toute l'armée et tout le pays », a déclaré Evguéni Prigojine dans un message audio, appelant à « mettre fin au désordre ».

## Naufrage d'un bateau de migrants à Lampedusa : une quarantaine de disparus

Au large de la petite île italienne de Lampedusa, une embarcation, avec notamment à son bord un nouveau-né, a disparu, selon l'ONU en Italie.

Une embarcation de migrants a fait naufrage jeudi au large de la petite île italienne de Lampedusa, faisant une quarantaine de disparus, a indiqué vendredi à l'AFP la porte-parole du Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU en Italie, Chiara Cardoletti. Au nombre des disparus figure au moins un nouveau-né, a-t-elle écrit dans un tweet dont elle a confirmé la teneur à l'AFP par téléphone.



Le bateau en fer, parti de Sfax en Tunisie, transportait 46 migrants en provenance d'Afrique subsaharienne (Côte d'Ivoire, Burkina-Faso et Cameroun), a précisé à l'AFP un porte-parole de l'Organisation internationale pour les Migrations (OMI), Flavio Di Giacomo. Le bateau, confronté à de mauvaises conditions météo (vent fort et grosses vagues), a chaviré : « quelques rescapés ont été acheminés à Lampedusa et d'autres ramenées en Tunisie, toujours selon Flavio Di Giacomo. « Au nombre des disparus figurent sept femmes et un mineur. Les rescapés sont tous des hommes adultes », a-t-il ajouté.

## « Fortes discriminations »

« Depuis novembre, nous avons remarqué davantage d'arrivées de migrants d'Afrique subsaharienne que de Tunisiens » par la route tunisienne, « plus sûre que la route libyenne car plus courte », a-t-il observé. Un phénomène dû selon lui « aux fortes discriminations que les migrants d'Afrique subsaharienne subissent en Tunisie, qu'ils fuient par conséquent ».

## Aucune preuve d'une création du Covid-19 dans un laboratoire chinois, selon Washington

**Un rapport déclassifié du renseignement américain affirme n'avoir « aucune information » confirmant ces rumeurs, bien que les scientifiques aient travaillé sur des coronavirus.**

Le renseignement américain a assuré dans un rapport rendu public vendredi 23 juin qu'il n'avait aucune preuve indiquant que le Covid-19 avait été créé dans un laboratoire en Chine, sans trancher sur l'origine de la pandémie.

Washington écrit n'avoir aucune information pour soutenir l'affirmation, émergée récemment, selon laquelle

trois scientifiques du laboratoire de virologie de Wuhan auraient été parmi les premiers infectés par le Covid-19 et auraient pu avoir créé le virus lui-même.

### Des virus proches du Covid-19

Le bureau qui coordonne l'ensemble des agences américaines de renseignement (ODNI) écrit dans ce rapport déclassifié que des scientifiques du



laboratoire ont mené des manipulations génétiques sur des coronavirus proches

du Covid-19. Mais les États-Unis « n'ont aucune information » selon laquelle ils auraient fait cela sur le virus du Covid-19 lui-même (SARS-CoV-2) ou une souche très proche.

La publication de ce rapport destiné au Congrès intervient trois mois après que des parlementaires ont demandé davantage d'éléments sur ce que sait le renseignement américain des origines du Covid-19, apparu en Chine fin 2019.

## Conjonctivite allergique

## Lorsque l'allergie touche les yeux

Si vous avez les yeux larmoyants ou qui grattent en marchant dehors au printemps, vous souffrez probablement de conjonctivite allergique. Cette inflammation de la conjonctive est provoquée par son exposition à des allergènes environnementaux.

**De quels allergènes s'agit-il ?**

Il peut s'agir :

- De pollens présents dans l'environnement dès le début du printemps (dans ce cas la conjonctivite est associée à une rhinite allergique ou rhume des foins),
- D'acariens,
- De la poussière,
- De poils d'animaux domestiques...

"La conjonctivite allergique peut aussi être la conséquence d'une allergie à des médicaments comme ceux administrés en cas de glaucome ou encore à des produits cosmétiques appliqués au niveau de la paupière ou du contour de l'œil".

Pour rappel, la conjonctive est la muqueuse qui joint le globe de l'œil aux paupières. Son irritation provoque un grand nombre de symptômes désagréables comme des démangeaisons, une douleur à type de brûlure, un larmoiement et une congestion des vaisseaux sanguins présents dans la conjonctive.

**Conjonctivite allergique saisonnière ou perannuelle ?**

Il faut différencier deux types de conjonctivite allergique.

La conjonctivite allergique saisonnière souvent déclenchée par les pollens d'arbres, d'herbes ou de mauvaises herbes transportés par l'air. À la fin de l'été ou au début de l'automne et tend à disparaître pendant les mois d'hiver. Elle est le plus souvent associée au rhume des foins».

La conjonctivite allergique perannuelle ou permanente déclenchée par des allergènes présents toute l'année comme les acariens, les poussières ou encore les poils d'animaux. Nous parlons de conjonctivite atopique.

**La kératitoconjonctive allergique : une atteinte plus sévère**

Certains patients présentent une atteinte plus sévère appelée kératoconjonctivite allergique. Elle correspond à l'inflammation conjointe de la conjonctive et de la cornée au niveau de l'œil liée à l'exposition à un allergène.

Enfin, il existe une forme proche de la kératoconjonctivite allergique appelée kératoconjonctive vernale et pour laquelle un terrain allergique est retrouvé dans près de 50 % des cas.

Habituellement, les poussées de keratoconjonctivite s'espacent puis cessent à l'âge adulte.

Il existe une forte association entre l'exposition solaire et la survenue des crises, si bien que la majorité des patients présente une symptomatologie entre les mois de mars et octobre. Il existe cependant



des formes permanentes ou par annuelles.

**Causes : qu'est-ce qui provoque une conjonctivite allergique ?**

Cette conjonctivite est le symptôme d'une allergie. Pour rappel, l'allergie est un dérèglement du système immunitaire qui correspond à une perte de la tolérance vis-à-vis de substances a priori inoffensives : les allergènes (en l'occurrence aux allergènes aéroportés comme les pollens). Pour que l'allergie se déclenche, deux conditions sont nécessaires :

une prédisposition génétique (terrain atopique). Ainsi les personnes à risque de conjonctivite allergique sont celles qui ont des antécédents personnels ou familiaux d'allergie ;

une exposition répétée à l'allergène (sensibilisation à l'allergène).

Ainsi, dans neuf cas sur dix, les signes de la conjonctivite allergique sont provoqués par la production d'anticorps de type IgE, dirigés contre la substance allergène. La maladie est souvent accompagnée d'autres manifestations allergiques : asthme, rhinite...

**Quels sont les symptômes d'une allergie dans les yeux (allergie oculaire) ?**

Les symptômes de la conjonctivite allergique sont :

- Des démangeaisons oculaires ;
- Une sensation de grains de sable dans l'œil ;
- Une rougeur des yeux causée par la dilatation de minuscules vaisseaux sanguins dans l'œil ;
- Une photosensibilité ;
- Un gonflement de la paupière. Lorsque la paupière est enflammée, nous parlons de blépharoconjonctivite ;
- Des paupières collées au réveil ;
- De petites protubérances dans la conjonctive (papilles), lorsqu'on retourne la paupière ;
- Un larmoiement ;
- Des douleurs à type de brûlure (notamment si la

personne se gratte beaucoup les yeux) ;

- Des sécrétions filamenteuses.

Le déclenchement de ces symptômes est concomitant à l'exposition à l'allergène en cause. Une rhinite allergique peut apparaître au même moment. Beaucoup de patients souffrent d'autres symptômes de maladies allergiques, comme l'eczéma, la rhinite allergique ou l'asthme.

**Comment peut-on la prévenir ?**

Il n'est pas possible de prévenir le déclenchement de la conjonctivite allergique puisqu'elle est liée à l'exposition à des allergènes environnementaux aéroportés (comme les pollens, les poussières...) et donc souvent inévitables. Toutefois, l'adoption de mesures peut contribuer à limiter le plus possible les contacts avec ces allergènes.

Aérer la maison de préférence tôt le matin (la quantité de pollens est plus faible dans l'air).

Poser des filtres ou des toiles de protection anti-pollens au niveau des fenêtres et des portes de la maison, afin d'empêcher le passage de l'allergène.

Se laver ou rincer les cheveux le soir pour éviter les agressions nocturnes causées par le pollen sur l'oreiller et déposer les vêtements portés au cours de la journée à l'extérieur de la chambre.

Porter un masque lors du jardinage et, dans la mesure du possible, ne pas tondre la pelouse soi-même.

Ne pas faire sécher son linge dehors afin d'éviter que le pollen ne s'y dépose.

En voiture, rouler les fenêtres closes pour réduire les infiltrations de pollens à l'intérieur du véhicule et installer des filtres anti-pollens.

Chasser les poussières au moins une fois par semaine avec un matériel adapté (aspirateur, chiffons en microfibres à passer de haut en bas).

Éviter les animaux domestiques et les plantes en cas d'allergie ;

Nettoyer régulièrement les intérieurs et y chasser les insectes (au moyen d'insecticides à base de produits naturels) et les moisissures.

# Quelles différences entre le Renault Arkana et le nouveau Renault Rafale ?

Tout juste révélé, le Renault Rafale viendra compléter la gamme en 2024 aux côtés d'un autre SUV coupé, l'Arkana. Mais quelles sont les différences entre ces deux véhicules à l'apparence proche ?



Renault profitait de l'ouverture du Salon du Bourget, dédié à l'aviation, pour présenter son nouveau modèle : le Rafale. Celui-ci n'est pas un hommage aux avions de chasse de Dassault, mais il reprend l'appellation des avions Caudron des années 1930, la marque ayant été rachetée par Renault à l'époque. Le modèle partage sa base avec les Austral et Espace, mais dispose d'une personnalité propre et d'une ligne de "SUV coupé". Un segment en vogue chez les constructeurs allemands premium (BMW X4 et X6, Audi Q3 et Q5 Sportback, Mercedes GLC et GLE Coupé...) mais un peu moins chez les généralistes. Pourtant, il y en a déjà un chez Renault depuis deux ans : l'Arkana. La cohabitation pourrait-elle tourner au vinaigre ?

Pas forcément ! Renault a pris soin de bien démarquer les deux modèles. En effet, le nouveau Renault Rafale mesure 4,71 m de long (pour 1,86 m de large et 1,61 m de haut), et partage sa base avec le nouvel Espace, lui-même proche du Renault Austral. Le Rafale s'éloigne pourtant des deux modèles pré-cités avec une nouvelle identité. La calandre inédite et le style très affûté évoquent Peugeot. Normal, puisque c'est le designer Gilles Vidal, ex-patron du style Peugeot et "père" du 3008 de deuxième génération, qui a apporté sa patte au style du Losange.

## Le Rafale plus spacieux et techno

L'empattement du Rafale est identique à l'Espace (2,74 m), tout comme sa motorisation d'entrée de gamme : un bloc hybride 1.2 de 200 ch. Idem à bord, où l'on retrouve le système multimédia OpenR (avec le nouveau Android 12) avec deux écrans en forme de L de 12 et 12,3 pouces. L'habitabilité est bonne au second rang grâce à l'empattement XL, tandis que la garde au toit semble bonne malgré la découpe façon coupé. Le bénéfice vient notamment du nouveau système de toit vitré SolarBay sans vélum, grâce à une technologie électrochrome permettant d'opacifier tout ou une partie de la surface.

De son côté, l'Arkana est un Samsung XM3 rebadgé venu de Corée du Sud, sur une plateforme CMF-B partagée avec le Renault Captur. Le SUV coupé

reprend son habitacle, malgré un empattement plus généreux et un gabarit étiré (4,57 m de long contre 4,23 m pour le Captur). Grâce à cela, il offre tout de même de la place à bord, notamment pour les passagers du second rang. Le coffre, lui, embarque 513 litres au minimum, contre 647 litres pour le Rafale.

## Pas plus de 160 ch pour l'Arkana contre 200 ch au minimum pour le Rafale

Du côté mécanique, les différences sont aussi notables entre les deux SUV coupés. L'Arkana, avec sa base de Captur, ne propose qu'une motorisation hybride de 145 ch dérivées des Clio et Captur E-Tech, ou un bloc essence 1.3 micro-hybride 12V de 140 ou 160 ch. Le Rafale, plus raffiné, dispose d'une version hybride reposant sur le 1.2 électrifié des Austral et Espace, délivrant 200 ch. Une variante hybride rechargeable de 300 ch, à transmission intégrale grâce à un moteur supplémentaire à l'arrière, viendra rejoindre le catalogue quelques mois plus tard. De même, le nouveau venu bénéficie de roues arrière directrices 4Control et de voies élargies, ainsi que de réglages spécifiques de la suspension ou du châssis pour plus de dynamisme que ses frères Austral et Espace.

Le nouveau Renault Rafale est encore loin de la commercialisation, puisqu'elle n'interviendra qu'à partir du printemps 2024. Son tarif n'est pas encore connu, mais il pourrait débiter autour des 50 000 € en entrée de gamme, là où un Arkana débute à 34 000 € actuellement. Une aubaine pour le petit SUV coupé de Renault ?



## Pour Lionel Messi, Kylian Mbappé mérite « un vrai projet, un projet gagnant »

Le nouvel attaquant de l'Inter Miami Lionel Messi aurait conseillé son ancien coéquipier Kylian Mbappé avant de quitter le PSG. Selon lui, le Français mérite « un vrai projet gagnant » à Barcelone ou au Real Madrid.

C'est le nouveau feuilleton de l'été. Alors qu'il avait la possibilité de jouer au Paris Saint-Germain jusqu'en 2025, Kylian Mbappé a fait savoir à son club qu'il n'envisageait pas de rester pour une saison supplémentaire. Cela signifie qu'il pourra partir en tant que joueur

passé à l'offensive. L'été dernier déjà, l'international français avait failli rejoindre les Merengues, mais il a finalement renouvelé son contrat. Le joueur de 24 ans a des projets ambitieux pour son avenir et cherchera à rejoindre la Casa Blanca après son passage dans l'équipe de la capitale.

Son ancien coéquipier Lionel Messi, qui a récemment signé à l'Inter de Miami, aurait donné un conseil à Mbappé avant de quitter Paris. D'après 'Defensa Central', l'Argentin aurait conseillé



libre l'été prochain, ce qui serait une terrible perte pour Nasser Al-Khelaïfi. Par conséquent, le club français réfléchit à le vendre lors de la prochaine période de transfert, afin de tirer des bénéfices de l'opération.

Et forcément, le club qui est le plus probable de recruter le champion du monde français n'est autre que le Real Madrid. Le Real serait même déjà

Mbappé de rejoindre une équipe avec des projets gagnants comme Barcelone ou le Real Madrid. La conversation présumée entre les deux joueurs a eu lieu peu avant que l'Argentin ne quitte le PSG.

«Je préfère que tu ailles à Barcelone. Mais si tu veux aller à Madrid, fais-le, tu mérites un vrai projet gagnant», aurait déclaré le numéro 30 de Paris.

## Manchester City se mêle à la course pour Declan Rice

Si Arsenal était jusqu'à présent le favori pour s'arracher les services de Declan Rice, deux cadors de Premier League suivraient également sa situation de très près.

Mais où va jouer Declan Rice la saison prochaine? Alors que son contrat avec West Ham s'achève en 2024, l'international anglais veut partir et se sent enfin capable à franchir un cap dans sa carrière.

Arsenal a fait de Declan Rice une priorité pour ce mercato d'été et a déjà avancé ses pions en offrant plus de 93 millions d'euros. Une offre néanmoins



refusée par les Hammers qui réclament plus de 115 millions d'euros. Mais deux cadors de Premier League pourraient bien tenter de le chiper...

D'après le journaliste spécialisé en mercato David Ornstein, Manchester United et son entraîneur Erik ten Hag

suivent notamment de près la situation du milieu de terrain. Manchester City serait également très intéressé.

Cette même source précise que le champion d'Europe devrait soumettre une offre à West Ham pour Declan Rice ce jeudi, afin de doubler les Gunners dans ce dossier.



**OFFICIEL:**  
**Nacho rempile pour une saison au Real Madrid**

Alors que son contrat arrivait à échéance fin juin, le défenseur espagnol Nacho prolonge d'une année avec le Real Madrid.

Après Toni Kroos, c'est au tour de Nacho Fernandez de prolonger avec le Real Madrid pour un an de plus, jusqu'en juin 2024. Formé à la Casa Blanca, le défenseur de 33 ans a porté la tunique blanche à 319 reprises depuis qu'il évolue en équipe première, en 2011.

«Au Real Madrid, il a remporté 23 titres : 5 Coupes d'Europe, 5 Coupes du monde des clubs, 4

Supercoups d'Europe, 3 Ligas, 2 Coupes d'Espagne et 4 Supercoups d'Espagne», a rappelé le club espagnol dans un communiqué.

Le joueur polyvalent avait déjà confirmé son envie de prolonger d'un an son contrat arrivant à échéance fin juin. «Il y a toujours eu des offres, mais j'ai décidé de rester un an de plus. Je suis heureux de cette décision et j'ai hâte de continuer.»

L'Espagnol a disputé 44 matchs (1 but, 1 passe) pour avec le Real cette saison, toutes compétitions confondues.

## Xabi Alonso pourrait remplacer Ancelotti en 2024



La presse allemande indique ce jeudi que le plan du Real Madrid est de faire de Xabi Alonso le successeur de Carlo Ancelotti en 2024.

Selon le quotidien Bild, Xabi Alonso, qui dirige le Bayer Leverkusen, est le favori pour prendre les rênes du Real Madrid à partir de juillet 2024.

À 41 ans, l'ex-footballeur a réalisé une excellente saison avec le club allemand. Il est arrivé en octobre dernier, alors que le club était avant-dernier de la Bundesliga, et a terminé à la sixième place. Il a également mené ses troupes en demi-finale de l'Europa League. L'intention du technicien espagnol a toujours été de rester au

moins deux ans sur le banc du Bayer Leverkusen pour faire ses armes avant de s'asseoir sur le banc d'une équipe de haut niveau.

Xabi Alonso a joué cinq saisons au Real, entre 2009 et 2014, et a remporté la Ligue des champions lors de sa dernière année au club sous les ordres d'un certain... Carlo Ancelotti.

Carlo Ancelotti, lui, est sous contrat avec le Real Madrid jusqu'à la fin de la saison prochaine, mais d'après la presse brésilienne, il aurait déjà un accord de principe avec la Confédération brésilienne de football pour devenir le prochain sélectionneur du Brésil à partir de 2024.

# Harry Kane souhaiterait rejoindre Manchester United

Selon le 'Daily Mail', Harry Kane souhaiterait rejoindre Manchester United en vue de la saison prochaine et espère que Tottenham facilitera son départ.

En fin de contrat en 2024, Harry Kane souhaiterait quitter Tottenham cet été afin de relever un nouveau challenge dans sa carrière.

Le président de Tottenham, Daniel Levy, a déjà dit à plusieurs reprises qu'il ne voulait pas renforcer les clubs rivaux avec ses joueurs, encore moins son meilleur atout offensif.

Les négociations ne seront pas faciles car les Red Devils souhaitent baisser le prix de l'attaquant et devront, surtout, convaincre Levy. Ce qui s'annonce très difficile...



Après l'intérêt du Real Madrid, le buteur anglais espère maintenant que Manchester United reviendra à la charge pour lui, selon le 'Daily Mail'. Cependant, son départ s'annonce complexe.

En parallèle, United étudie d'autres profils en cas d'échec dans le dossier Kane. L'attaquant de l'Atalanta, Rasmus Hojlund, est l'un des favoris.



## Hakim Ziyech de plus en plus proche de l'Arabie Saoudite

Peu utilisé cette saison en Premier League avec Chelsea, Hakim Ziyech devrait logiquement rejoindre le club d'Al Nassr en Arabie Saoudite dans les prochains jours. Un accord verbal aurait été trouvé entre les deux parties selon Fabrizio Romano.

Les transferts de grands joueurs vers l'Arabie Saoudite affluent à très grande vitesse en ce début d'été. Quelques heures après l'annonce officielle de la venue de N'Golo Kanté à Al-Ittihad, où il va rejoindre Karim Benzema, c'est Hakim Ziyech qui aurait à son

tour trouvé un accord pour rejoindre le pays du Golfe.

Selon le journaliste Fabrizio Romano, un accord verbal aurait été trouvé entre le joueur de 30 ans et le club d'Al Nassr, pour un contrat de trois ans, allant jusqu'à 2026. Chelsea aurait également accepté la teneur du contrat.

Quasiment pas utilisé cette saison en Premier League où il n'a pas marqué le moindre but, le Marocain est devenu indésirable dans la capitale anglaise, et quittera donc les Blues après trois saisons passées en Angleterre.

# OFFICIEL : N'Golo Kanté signe à Al Ittihad

Cap sur l'Arabie saoudite pour N'Golo Kanté : le club Al-Ittihad a annoncé mercredi avoir recruté le milieu de terrain de Chelsea et champion du monde 2018 français, qui rejoint son compatriote Karim Benzema.

«N'écoutez pas les fake news. Kanté est un joueur d'Ittihad maintenant !» a tweeté le club de Jeddah avec une photo du footballeur portant son maillot rayé jaune et noir, puis une vidéo de Benzema souhaitant la bienvenue à son nouveau coéquipier.

Kanté, 32 ans, avait signé début juin un pré-contrat pour trois ans avec Al-Ittihad. Mais le club saoudien avait conditionné son recrutement définitif à des examens médicaux, le joueur ayant subi de multiples

blessures cette saison. «Le contrat a été finalisé mardi 20 juin, après que Kanté a passé des examens médicaux

dans un centre médical spécialisé à Dubaï», a fait savoir la formation saoudienne sur Twitter.



SUNDAY TIMES

20 B, rue Dr Eugène Laurent  
Port-Louis

(à proximité de l'école primaire  
du Couvent de Lorette)

Tel: 217 8880

Email: [sundaytimes11@gmail.com](mailto:sundaytimes11@gmail.com)  
[www.sundaytimesmauritius.com](http://www.sundaytimesmauritius.com)

Directeur :

Ehsan Mohamed Juman  
Mob: 5 254 8880

Rédactrice en chef :  
Zahirah Radha

Publicités

E-mail: [sundaytimes11@gmail.com](mailto:sundaytimes11@gmail.com)

Tarifs publicitaires

- Première page: Rs 200 cm/col (Couleur)
- Dernière page: Rs 150 cm/col (Couleur)
- Pages int: Rs 125 cm/col (Couleur)
- Pages int. Rs 100 cm/col (Noir et blanc)



## La FIA interdit l'utilisation détournée de projets spéciaux

La FIA est intervenue pour empêcher les écuries de profiter de leurs projets spéciaux sans les comptabiliser dans le plafond budgétaire.

D'après les informations de Motorsport.com, la FIA a réglé une faille potentielle dans le Règlement Financier de la Formule 1, afin d'empêcher les écuries

de recourir à du personnel en dehors des restrictions de dépenses.

L'instance est intervenue concernant l'utilisation de départements affectés à des projets spéciaux externes aux écuries de F1, que certains soupçonnaient de servir en réalité les intérêts des équipes en matière de recherche de performance.

Ces dernières années, il est devenu courant que les écuries emploient du personnel hautement qualifié pour travailler sur des projets techniques séparés, afin d'exploiter l'expérience acquise en Formule 1 et de l'exporter.

Par exemple, Red Bull possède une filiale Advanced Technology, McLaren

dispose d'Applied Technologies, Mercedes a Applied Science et Aston Martin possède un département Performance Technologies. Toutes ces divisions ont travaillé sur des projets soit de voiture de route, soit de voile en Coupe de l'America, ou dans la mobilité.

## Hamilton : Verstappen peut battre mes records



**A** lors que Max Verstappen vient d'égaliser le nombre de victoires d'Ayrton Senna à tout juste 25 ans, Lewis Hamilton ne voit aucune raison qui empêcherait le pilote Red Bull de battre ses records en Formule 1.

Dimanche 18 juin, au Grand Prix du Canada, Max Verstappen a franchi un palier majeur en Formule 1 en inscrivant sa 41e victoire dans la catégorie reine, soit autant qu'Ayrton Senna. Le Néerlandais occupe désormais, à égalité avec l'emblématique triple Champion du monde, la cinquième place du classement des victoires. Seuls Alain Prost (51), Sebastian Vettel (53), Michael Schumacher (91) et Lewis

Hamilton (103) se dressent encore devant lui.

Et selon Hamilton, la marche en avant de Verstappen dans les statistiques ne va pas s'arrêter là. Le pilote Mercedes a ainsi assuré que le score de Senna serait bientôt amélioré, et n'a pas exclu que ses propres records tombent un jour dans les mains du double champion en titre.

«Max fait un travail extraordinaire», a commenté Hamilton. «Il a eu une carrière incroyable jusqu'à présent et il va sans aucun doute surpasser [les statistiques de Senna]. Nous nous efforçons d'améliorer notre voiture afin de pouvoir le ralentir.»



## Button : « L'inconstance de Pérez le dessert »

Selon Jenson Button, Champion du monde de F1 2009, les récentes mauvaises performances de Sergio Pérez offrent à son coéquipier Max Verstappen une option pour son troisième titre mondial et mettent en péril son futur au sein de Red Bull.

Accusant un maigre déficit de 14 points sur Max Verstappen au classement général au terme du Grand Prix de Miami, Sergio Pérez est aujourd'hui dans une position beaucoup plus inconfortable. Au cours des trois épreuves qui ont suivi Miami (Monaco, Espagne, Canada), Verstappen a décroché trois victoires tandis que son coéquipier n'a même pas pu monter sur le podium.

Pire, Verstappen s'est également adjugé les trois pole positions en jeu là où Pérez a été éliminé une fois en Q1 et deux fois en Q2. La prestation la plus récente, sur le Circuit Gilles-Villeneuve de Montréal, a vu Pérez se contenter de la douzième place en qualifications et de la sixième en course, également surclassé par Fernando Alonso, Lewis Hamilton et les pilotes Ferrari en plus de l'autre occupant de la RB19.

Une performance qui déçoit Jenson Button, qui a pu côtoyer Pérez pendant un an lorsque le Mexicain évoluait chez McLaren. «Son coéquipier a gagné la course et a mené tous les tours donc je m'attendais à mieux», a tranché Button sur Sky Sports en revenant sur le GP du Canada.

# Aston Martin croit à une montée en puissance imminente de Stroll



Malgré un comparatif sans appel avec Fernando Alonso, Lance Stroll est sur la bonne voie selon son directeur d'écurie chez Aston Martin. Les prochains Grands Prix diront si tel est vraiment le cas.

Fernando Alonso brille au volant de l'Aston Martin, solidement installé au troisième rang du championnat avec six podiums en huit Grands Prix. Sauf que dans le même temps, de l'autre côté du garage, Lance Stroll tire la langue. Huitième du classement général, le Canadien compte pour

meilleur résultat une quatrième place obtenue à Melbourne et affiche déjà un débours de 80 points sur son coéquipier.

Le bât blesse notamment en qualifications pour le Canadien, qui a plusieurs fois compromis son week-end de la sorte, y compris à domicile il y a quelques jours. Éliminé en Q2 puis parti 16e à cause d'une pénalité, il a toutefois réalisé une excellente course au Grand Prix du Canada, bouclée au neuvième rang en dépit d'un timing désavantageux pour sa

stratégie lorsque la voiture de sécurité est intervenue.

Pour dépeindre objectivement la première partie de saison du fils du patron, il faut rappeler qu'il s'est sérieusement blessé au poignet durant l'intersaison et a manqué les essais hivernaux, avant de découvrir l'AMR23 sans être à 100% physiquement. Désormais, la priorité doit être de se rapprocher du niveau de Fernando Alonso, et son directeur d'écurie observe des signes encourageants à cet égard.



## Audi choisit Neel Jani pour développer son moteur F1

Le vainqueur des 24 Heures du Mans 2016, Neel Jani, sera en charge du développement de l'unité de puissance F1 d'Audi.

Audi continue de poser une à une les pièces de son futur engagement en Formule 1, prévu pour 2026. Alors

que la partie consacrée à la conception de l'unité de puissance est celle qui a démarré le plus tôt, le constructeur allemand a choisi un pilote qui sera en charge de son développement dans les infrastructures actuellement en pleine mutation de l'usine située à Neubourg-sur-le-Danube.

À 39 ans, Neel Jani se voit confier cette lourde responsabilité, le pilote suisse continuant de graviter dans la sphère sportive du groupe Volkswagen, quelques semaines après l'annonce de son retour en Hypercar avec la Porsche LMDh cliente de Proton Competition en WEC.

Plus précisément, il travaillera dans le simulateur qu'Audi est en train de mettre à jour. «La simulation joue un rôle majeur dans notre projet Formule 1», rappelle Oliver Hoffmann, membre du conseil d'administration pour le développement technique chez Audi. «Notre simulateur est un outil important pour le développement de l'unité de puissance. Cela requiert un pilote de développement qui apporte une expérience polyvalente, surtout en matière de gestion de l'énergie en conditions de course.»

## Leclerc a reconnu ses torts après avoir critiqué la stratégie Ferrari

S'estimant insuffisamment écouté lors des qualifications pluvieuses du Grand Prix du Canada, Charles Leclerc a ensuite admis s'être trompé en interne chez Ferrari.

Charles Leclerc et Ferrari ont arrondi les angles. Passablement agacé par son élimination en Q2 lors des qualifications du Grand Prix du Canada, disputées dans des conditions météo capricieuses, le pilote monégasque s'en était pris à son muret des stands qui avait insisté pour qu'il boucle un tour rapide en pneus intermédiaires avant de chausser les slicks. Il avait lâché au micro de Canal+ son souhait d'être «un petit peu plus écouté à l'avenir».



Les discussions qui ont suivi, et les explications données par les stratèges de Ferrari quant au refus de sa requête, ont finalement fait changer Charles Leclerc d'avis sur sa vision des choses. Il a notamment compris que la décision prise était la bonne et que le choix des pneus n'était pas à l'origine de son élimination en Q2 alors que d'autres pilotes étaient parvenus à intégrer le top 10 avec la même stratégie.

Après la colère froide du pilote, l'apaisement s'est en fait très vite fait sentir en interne selon Frédéric Vasseur. «On a eu une bonne discussion et il a dit : 'OK, j'avais tort'», révèle le directeur de Ferrari à une sélection de médias, dont Motorsport.com. «Vous savez que j'essaie toujours de protéger mes gars, les pilotes, pour l'équipe. Je peux parfaitement comprendre que lorsqu'ils sortent de la voiture après un mauvais résultat et qu'on leur pose une question sur la stratégie, ils répondent non. Il n'y aura jamais un pilote qui dira : 'C'était super, je me suis fait avoir mais c'était super'. Le plus important, c'est qu'il est parfois préférable de parler avec l'équipe avant. C'est ce que l'on a fait [après les qualifications]. C'était très calme, très constructif et très direct.»